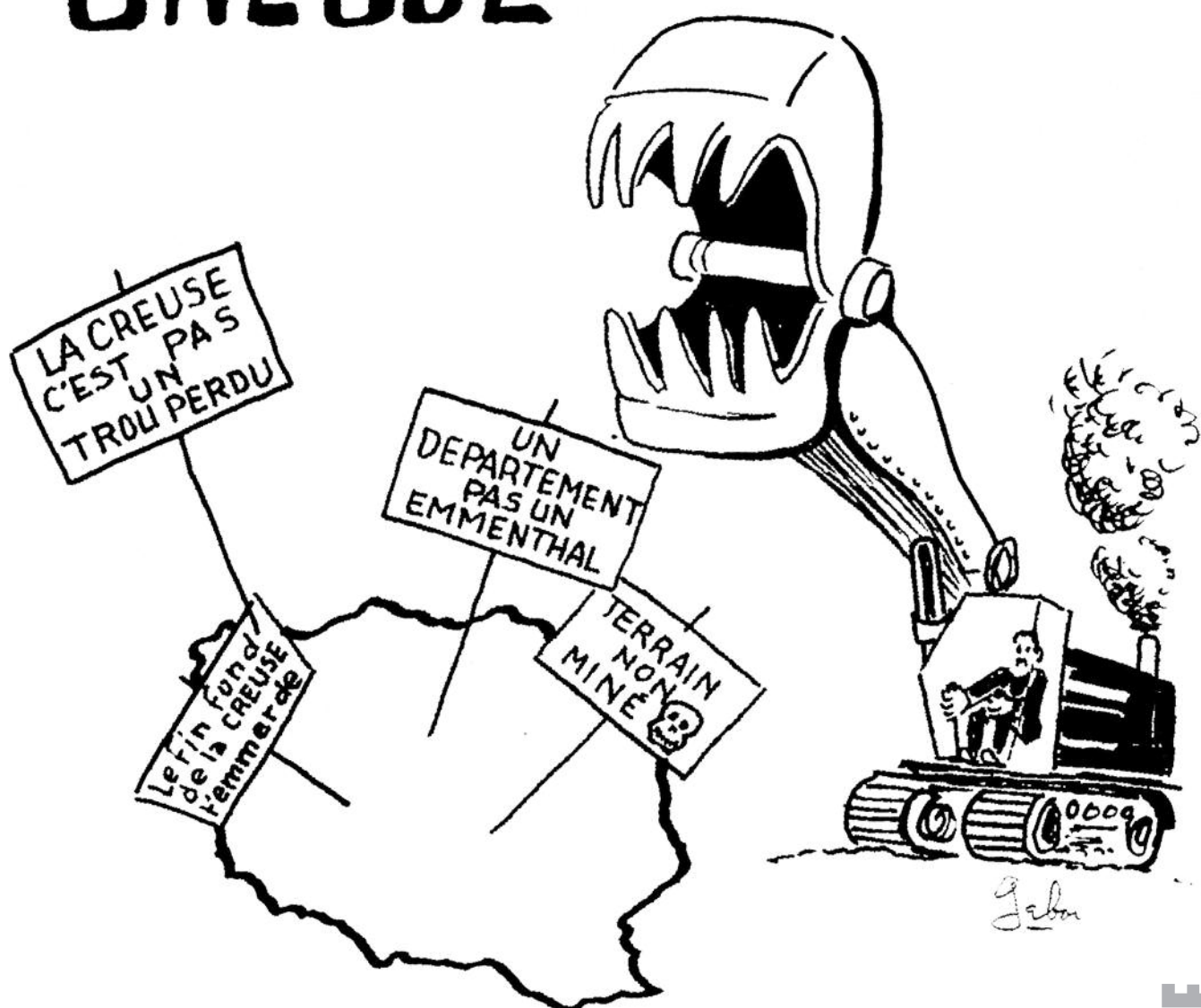


CREUSE-CITRON

Journal de la Creuse libertaire n° 40 - mai-juillet 2014

10^e année

CREUSE



ET TAIS-TOI!

PRIX LIBRE



Collectif Creusois Halte aux expulsions

VENUS DE PAYS dans lesquels il ne leur était plus possible de vivre, pour des raisons politiques ou économiques, des hommes, des femmes et des enfants viennent en France pour demander asile. Ils veulent reconstruire leur vie dans un pays où ils ne souffriront plus comme dans le leur.

Nous sommes un certain nombre à penser qu'il y a la place, et que le principe de s'installer dans tel ou tel endroit de son choix est un droit humain, une liberté fondamentale.

Des lois existent pour protéger les droits des étrangers, et des titres de séjour leur permettant de vivre normalement dans ce pays. Mais c'est un peu le parcours du combattant...

Le collectif creusois Halte aux expulsions : RESF23 (regroupant des associations, partis politiques, syndicats et des individus) s'est donné pour tâche de venir en aide aux demandeurs d'asile ou de titre de séjour, dans la constitution de leurs dossiers de demande et de s'opposer à leur expulsion.

Si vous pensez qu'on ne peut pas laisser des familles en détresse en butte à une bureaucratie aveugle et soumise à des quotas venus d'en haut, vous pouvez rejoindre le collectif et y apporter ce que votre disponibilité vous permet de faire.

Inscription au collectif :

resfcreuse@ml.free.fr

Numéros d'urgence locaux :

RESF 23 : 06 83 51 41 95

06 12 63 95 66

MRAP : 05 55 52 84 81

À Gentioux, le courant alternatif ne passe plus

Le maire de Bussière-Boffy (qui veut interdire les yourtes sur sa commune) fait des émules en Creuse : M^{me} Simoneau, la nouvelle maire de Gentioux, a dans le collimateur tout ce qui est alternatif.

Cette ancienne institutrice, moulée chez Jules Ferry, supporte mal que des parents fassent eux-mêmes la classe à leurs enfants ou les inscrivent dans une école différente, alors que tout ceci se fait dans la plus stricte légalité. Elle a du mal à concevoir que l'on choisisse de vivre dans une roulotte, une yourte ou une cabane et que l'on ne gaspille pas d'eau en utilisant des toilettes sèches. Bref, elle a l'air de vouloir décourager les énergies qui depuis quelque temps tentent de redonner vie au bourg de Gentioux.

Espérons que cette attitude revancharde est à mettre sur le compte de l'euphorie post-victoire électorale et que le principe de réalité la ramènera bientôt à plus de tolérance.

Sinon, comme pour Bussière-Boffy, un vaste élan de solidarité sera vite déclenché pour défendre des choix de vie qui ne concernent que ceux qui les font et ne nuisent en rien à ceux qui en font d'autres.

PF

Une presse de combat

DÉCIDÉMENT LES HABITANTS de notre département sont bien servis par les médias qui ont pignon sur rue. À côté de *Radio-blaireau* (*France bleu Creuse*) pour qui l'éventail des informations qu'elle délivre va des communiqués des associations de chasse aux annonces de concours de belote et autres lotos en passant par quelques coups de brosse à reluire aux élus locaux, le journal *La Montagne* comble son absence de point de vue sur l'actualité par des pleines pages enthousiastes sur des informations qui mériteraient au minimum une analyse critique.

Dans le précédent *Creuse-Citron*, nous avons été enthousiasmés par un article sur la télé-médecine pétri d'une foi béate dans le progrès, voici un nouvel exemple.

« Une bataille s'engage sur le plateau » (6 mars 2014)

« Comment jouer à la guerre ? », « Zone de combat dans les bois de St-Setiers », « Guerre ouverte », « Échange de tirs », « Préserver son capital vie », « Éliminer le camp adverse », etc.

Une page entière du journal très illustrée de photos (en fait seulement 30 % de texte).

Un style très accrocheur utilisant essentiellement du vocabulaire militaire et sportif. Tout ça pour présenter un jeu guerrier à destination des enfants et adolescents dans un style américano-militariste : le jeu se nomme « Battelfield live », que l'on peut comprendre comme « en direct du champ de bataille » (non traduit dans le journal). Les blaireaux qui vendent ça ont créé une boîte qui s'appelle « Parkattak », ils sont présentés comme d'anciens militaires creusois (sûrement, pour *La Montagne*, un bon ancrage pour la connerie) « reconvertis en initiateurs au combat pour rire ». Cette activité est présentée comme une activité sportive de substitution au ski quand il n'y a pas de neige ! Il est vrai que la base sports-nature de St Setiers, théâtre de ces combats, est au top puisqu'elle va bientôt proposer une autre activité « sportive » : le VTT électrique !!



Tout est dramatique et scandaleux dans cette histoire :

Qu'on puisse entraîner des enfants à des jeux explicitement guerriers où le seul objectif est d'éliminer physiquement l'adversaire, et ce avec des armes extrêmement réalistes.

Qu'on laisse en liberté des anciens militaires qui sont de mauvais professionnels puisqu'ils ne sont pas morts au combat pour défendre la patrie.

Qu'une feuille de chou montagnarde bade d'admiration devant tout ça et le relate sans le moindre soupçon d'idée critique.

Voilà qui contribuera certainement à l'image « Terre de résistance » du plateau.

PF

Déminons la Creuse

Prospections minières « PER Villeranges » en Creuse... suite d'un feuilleton qui ne fait que commencer

Résumé des épisodes précédents : le 18 novembre 2013, un permis exclusif de recherches (PER) de mines d'or, de cuivre, d'argent, de zinc, d'antimoine, d'étain, de tungstène et substances connexes, dit « Permis de Villeranges », portant sur une surface d'environ 48 km² (communes d'Auge, Bord-Saint-Georges, Chambon-sur-Voueize, Lépaud, Lussat, Sannat et Tardes) a été octroyé à la société Cominor.

Pour contrer ce projet un Collectif de vigilance sur les projets miniers s'est créé et a commencé à produire des tracts, faire signer des pétitions et organiser des réunions publiques (voir « Creuse-Citron », n° 38 et 39 et « Le Trou des Combrailles », n° 6).

M. DELORME, le patron de la Cominor, a jusqu'à présent refusé de participer à toute réunion publique d'information sur le projet de recherches minières. Pour donner des explications et convaincre la population du bien-fondé de sa démarche, le 17 avril, il a commencé à recevoir les habitants, le matin en mairie d'Auge et l'après-midi en mairie de Lussat, mais comme au confessionnal, c'est-à-dire une personne après l'autre. En fin d'après-midi, il a dû lâcher du lest et nous étions une bonne dizaine face à lui dans le bureau. À 19 heures, une réunion publique s'est tenue à Lussat à l'initiative du Collectif.

Enfumage

La tactique de ce monsieur est très simple : réduire la discussion au seul permis de recherches et ne répondre à aucune question concernant l'éventuelle exploitation d'une mine. Il est certain qu'il vaut mieux éviter de parler de l'exploitation d'une mine car elle a beaucoup plus d'impact sur l'environnement et est beaucoup plus polluante que la prospection (bien que celle-ci ne soit pas sans effets négatifs). Mais comme par ailleurs la simple prospection n'amènerait pas grand-chose dans le coin au niveau développement économique, il se permet, lui, d'essayer de convaincre en s'appuyant sur le développement économique lié à l'exploitation minière. Sur l'ensemble des arguments développés et leur critique, vous pouvez lire le tract élaboré par le Collectif de vigilance sur les projets miniers creusois, publié ci-après (p. 6).

Ce monsieur est à la fois PDG et directeur de la société Cominor (appartenant à un milliardaire égyptien), de droit français, mais dont le siège est au Canada, filiale d'une société majeure en matière de mines, La Mancha (dont il est vice-président). Cette localisation au Canada n'est pas neutre : ce pays est le plus laxiste en matière de contrôle des activi-

tés minières et 75% des grandes compagnies minières y sont localisées. En clair, s'il y a un problème de pollution suite à la recherche ou à l'exploitation, le procès est perdu d'avance, c'est la législation canadienne qui s'appliquera. Tout est en place pour que la population locale n'ait pas son mot à dire. Et ce Delorme est un commercial, rompu à l'art de l'enfumage, dont le seul souci est d'éviter toute discussion collective pour convaincre les propriétaires terriens concernés, un à un, en leur faisant signer des autorisations de recherches en échange éventuellement d'un petit chèque de consolation.

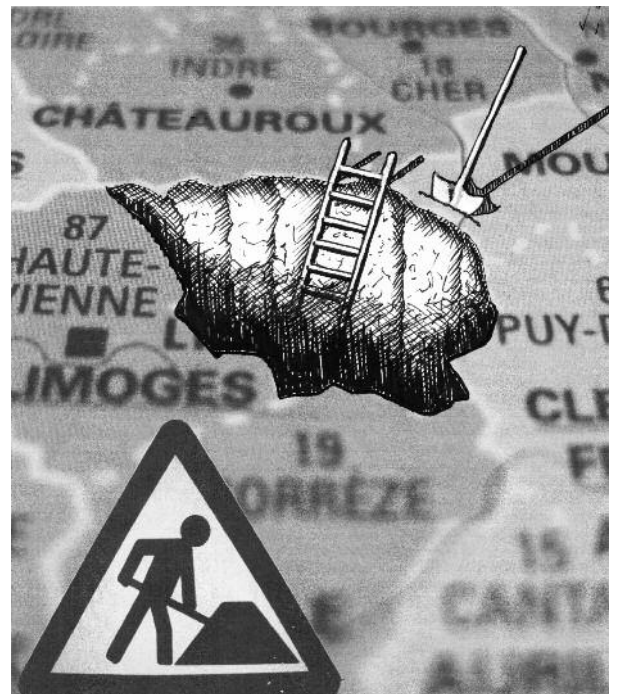
Que faire ?

C'est bien au niveau de cette individualisation que le bât blesse, le permis de recherche étant accordé officiellement, les propriétaires se trouvent, légalement, seuls face à la Cominor. La prospection ne peut pas se faire dans leurs jardins ou sur des terres ensemencées ou des pâtures avec du cheptel dessus, les propriétaires peuvent remplir un formulaire pour interdire l'accès de tout ou partie de leurs terres et le transmettre à la préfecture, qui peut malgré tout autoriser la prospection.

Il est donc de toute première importance qu'une grande majorité des propriétaires refusent cet accès à la Cominor. Si le mouvement est important, le préfet en tiendra plus facilement compte et ce front du refus sera de nature à faire reculer la Cominor comme cela s'est passé avec une autre société de prospection, Variscan, dans la Sarthe :

« Vu l'accueil des Sarthois nous allons concentrer notre énergie sur deux autres projets que nous avons en Loire-Atlantique et

Dans la Creuse profonde, nous avons bonne mine...



dans le Maine-et-Loire. Là-bas, au moins, nous sommes accueillis avec le sourire.»

PATRICK LEBRET,
chef géologue de Variscan

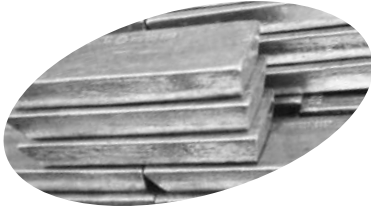
Il ne faut pas se tromper d'échéance : si la prospection a lieu et si on trouve quelque chose à extraire il ne s'agira plus d'autorisation mais d'expropriation !

[Que malou de tant parler de propriété et de propriétaires pour certains d'entre nous qui pensent que la terre est à tous et qu'une des plus profondes racines de l'organisation socio-économico-technique que nous subissons a été l'appropriation des terres...]

Nous allons multiplier les réunions publiques d'information pour convaincre un maximum de gens du caractère inutile et nuisible de ce projet.

[Suite p. 5]

4 – mines de rien



De l'or plein les mains

Depuis plusieurs mois, les projets de prospections minières fleurissent dans les départements de la Creuse et de la Haute-Vienne...

ATTENTIFS À CE REMUE-MÉNAGE, nous ne cessons de rappeler les principaux risques liés aux activités d'extractions minières; à savoir la pollution des cours d'eau, l'impact sur les paysages, des expropriations et des nuisances en tout genre pour les riverains.

Mais actuellement, beaucoup y voient avant tout des avantages à court terme avec la possibilité de relancer une activité économique créatrice d'emplois.

Ainsi, le 6 mars 2014, *Le Populaire du Centre* publiait un article intitulé «Le département de la Creuse a toujours balancé entre extraction d'or et de charbon. Son avenir est peut-être encore en or». En période de crise et d'incertitude, il peut sembler rassurant de se réfugier dans un passé qui, vu d'un peu loin, offre les apparences d'une époque glorieuse ne demandant qu'à revenir. Notre futur passerait donc par un remake de *La*

Ruée vers l'Or, voire un retour de *Germinal* et ses gueules noires. Il faut reconnaître qu'au rythme où avance le train de la casse du système de protection sociale, nous serons d'ici peu retournés à la case XIX^e siècle pour tout ce qui concerne le droit du travail, avec une élite dirigeante disposant, elle, des technologies sophistiquées du XXI^e siècle pour surveiller et réprimer la canaille remuante. Dans ces conditions, nous pouvons nous demander ce qui justifie et surtout ce qui motive un tel appétit pour le précieux métal.

Accumuler de l'or ?

À l'heure du tout numérique et de la dématérialisation des transactions financières, les fortunes passent d'un compte à l'autre, traversent les continents et les océans en un simple clic. Quel intérêt y a-t-il alors à accumuler des tonnes d'or si délicates à déplacer,

et qu'il faut protéger de la convoitise à grand renfort de portes blindées, coffres ultra-sécurisés et milices de nervis antipathiques armés jusqu'aux dents? Tant d'énergie déployée, tant de sueur et de sang versés pour entasser des lingots dans les sous-sols d'une banque bien à l'abri des regards! Une telle fascination ne révèle-t-elle pas un mode de pensée archaïque consistant à considérer l'or comme l'ultime remède face aux maux qui rongent les civilisations? La poudre d'or éloigne-t-elle les nuages radioactifs? Suffira-t-elle à nourrir les peuples lorsque la Terre asséchée et empoisonnée sera devenue inculte? Constitue-t-elle un traitement efficace contre les épidémies de peste brune ou les poussées de fièvre bleu marine? Certainement pas! Ce n'est qu'un cache-misère tout juste bon à recouvrir les icônes religieuses, et ce n'est pas un hasard si les lieux de cultes et de pou-

voir en usent sans retenue; les dorures ostentatoires ne servant qu'à dissimuler le mensonge et les injustices. Mais, surtout, le profit et autres plus-values qui défilent à l'envi sur les écrans d'ordinateurs des traders du monde entier éprouvent le besoin de se matérialiser. Suivant cette logique certains États amassent de prodigieuses quantités d'or. Ainsi depuis 2009, la Russie a augmenté ses réserves d'or de 70% et la Chine de plusieurs centaines de pour cents. Les chiffres faramineux quittent alors le monde virtuel où évoluent et flottent les fragiles bulles spéculatives, pour se transformer en un trésor palpable qui viendra combler les délires de quelques avarés névrosés, cousins germains et consanguins d'un sinistre Harpagon. ■



[Suite de la p. 3]

Concrètement des actions sont possibles collectivement et peuvent se décliner en termes de désobéissance civile et de résistance passive à la progression des recherches. Nous nous trouvons ici dans une optique très proche de ceux qui luttent contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou contre tous les autres projets nuisibles. Ce bout de Creuse, inscrit entre les communes d'Auge, Bord-Saint-Georges, Chambon-sur-Voueize, Lépaud, Lussat, Sannat et Tardes devient une ZAD (zone à défendre). Outre les réunions publiques d'information, il va falloir faire monter une grosse mayonnaise en popularisant notre problème dans tout le pays.

Le prochain grand rassemblement contre le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes aura lieu les 5 et 6 juillet et à cette

occasion des caravanes parcourant les différents lieux affligés de grands projets nuisibles y convergeront. Le collectif Zad 23 est en train d'organiser une étape sur le site de Villeranges (voir encadré en dernière page).

Réunion publique

N'en déplaise à France-Bleu Creuse qui a dénombré environ 80 participants, nous étions entre 130 et 150 (pour une commune de 450 habitants), le 17 avril à Lussat, pour une réunion d'information, à laquelle le PDG de Cominor n'avait pas voulu participer. Des personnes qui avaient été reçues dans la journée par M. Delorme, ont pu faire état de leurs questions et mettre en évidence les réponses contradictoires qu'il avait données à certaines, contribuant ainsi à décrédibiliser ce personnage et à rendre méfiant quant à tous les engagements qu'il pourrait

prendre. Plusieurs associations sont intervenues. «Oui à l'avenir», qui fait partie du collectif, a annoncé qu'elle a entrepris une action juridique pour contester la validité du permis de recherche dans la mesure où toutes les démarches obligatoires n'auraient pas été correctement effectuées, en particulier au niveau de la publicité et de l'enquête initiale. «Allier Nature» a fait état des inquiétudes quant à la pollution des rivières qui alimentent Montluçon. D'autres réunions vont être organisées à Chambon-sur-Voueize, à Tardes et dans les autres communes.

PATRICK FAURE

• Collectif des riverains du PER de Villeranges : blog : <http://minesencreuse.blogspot.fr/> (commcollectifvilleranges@gmx.fr).

Sur le sujet en général :

Collectif ALDEAH www.aldeah.org

Ah le plomb, le tungstène, l'étain !

Dans une société ultralibérale où les fortunes se bâtissent sur la spéculation, les matières premières tels les minerais deviennent de formidables sources de profits potentiels. Aujourd'hui, les prospections visent à déterminer les zones aurifères, mais également à rechercher des traces d'autres métaux (plomb, tungstène, étain, etc.). Alors chacun veut participer à cette partie de Monopoly visant à transformer la Terre en gruyère. Dans cette perspective, le 21 février 2014, le ministre du «Redressement productif», Arnaud Montebourg, a déclaré, lors de la visite d'une carrière souterraine de gypse à Montmorency dans le Val-d'Oise : «La grande époque est de retour, le renouveau minier en France est en route.» Son objectif est de créer une compagnie minière publique afin d'assurer «l'indépendance» du pays dans l'approvisionnement en matières premières, en relançant l'activité minière dans l'hexagone d'une part, mais également en maintenant et renforçant les projets déjà en place dans des pays africains notamment. Des partenariats seraient envisagés avec Eramet – leader mondial des métaux d'alliage – et Areva – le géant public du nucléaire bien connu pour son respect de l'environnement et des populations qui vivent à proximité de ses sites d'exploitation. Bref, que du bonheur en perspective !

Développement acceptable

Voilà comment le gouvernement entend exploiter le filon intarissable des chômeurs qui encombrant les statistiques. Des couloirs de Pôle Emploi aux profondes galeries de la mine, il n'y a qu'un pas, mais attention cependant, car la marche risque d'être un peu haute. L'intention de lutter contre le chômage semble louable, certes, mais vouloir bâtir l'avenir sur une activité aussi incertaine que la mine qui peut fermer aussi vite qu'elle s'ouvre en fonction des fluctuations des cours des métaux n'est pas une solution pérenne. Ce n'est que le résultat des calculs aléatoires de soi-disant experts en économie qui jouent avec nos vies et celles des générations futures.

Tous ces politiciens affairistes, ces investisseurs spéculateurs de toute nature me rappellent les personnages sans scrupule d'un épi-

sode de *La Quatrième Dimension*, cette merveilleuse série télévisée en noir et blanc qui a bercé mon enfance. Dans ce numéro intitulé «Rendez-vous dans un siècle», quatre cambrioleurs qui viennent de dévaliser un train chargé d'or décident de se cryogéniser pendant un siècle, le temps de se faire oublier de la justice. Pour cela, ils s'enferment dans une grotte perdue au milieu d'une région désertique. Je passe rapidement sur les détails de leurs aventures, mais enfin, après une centaine d'années de léthargie artificielle, suivie de quelques petits meurtres entre complices, le dernier survivant se retrouve au bord d'une route sur laquelle personne ne circule. Il porte un gros sac à dos rempli de lingots et vient de jeter sa gourde vide devenue inutile. Tout autour de lui s'étend un décor aride immense écrasé par un soleil de plomb. Fin du suspense, ce qui devait se produire arrive : le malheureux meurt de soif et d'épuisement en serrant dans une main stupide et dérisoire un rectangle de métal étincelant. Il succombe sans même avoir appris que, dans cette société future, située aux alentours de 2060, l'or n'a plus aucune valeur.

Voici de quoi méditer quelques plombes, et réfléchir à la pertinence de ces projets miniers qui seraient censés apporter croissance et prospérité.

La richesse de notre région, c'est avant tout l'eau potable ; cette eau, qu'un peu partout sur la planète, l'extraction minière consomme et souille sans modération.

S'il paraît effectivement nécessaire de relancer une activité économique en Creuse, comme ailleurs, l'industrie minière basée sur l'épuisement à court ou moyen terme d'une ressource et le saccage irréversible de l'environnement ne peut offrir un projet de développement acceptable. Et pour celles et ceux dont la simple évocation du métal jaune suffit à faire étinceler les yeux, ceux qui, par envie, par besoin ou poussés par le désespoir, seraient prêts à se ruer au fond de la mine comme d'autres se jettent sur les urnes, il faut rappeler que l'or, aussi maudit que le pouvoir, souvent se vend, s'achète ou se vole, mais jamais ne se partage.

STÉPHANE

Mines en Creuse ? Non !

Novembre 2013: le ministère du Redressement productif accorde à Cominor un Permis exclusif de recherche minière (PER) dit «PER de Villeranges» qui s'étend sur 47,6 km² sur les communes de LUSSAT, BORD-SAINT-GEORGES, AUGES, TARDES, LEPAUD, CHAMBON-SUR-VOUEIZE et SANNAT. Il recouvre une ZNIEFF de type 2 (Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique), borde la réserve nationale de L'ÉTANG DES LANDES et recouvre la SEULE NAPPE PHRÉATIQUE du département!

UNE CONSULTATION PUBLIQUE électronique n'a recueilli que 13 avis dont 3 favorables seulement. Le PER a pourtant été accordé, et depuis les informations qui ont transpiré ont été plus que complaisantes à l'égard de ce projet.

Pourquoi devons-nous nous y opposer maintenant ?

Idée reçue n° 1 : ça va créer de l'emploi

FAUX! On a pu lire et entendre un peu partout qu'une mine en Creuse apporterait 200, voire 300 emplois. Dans *Les Échos* du 9 septembre 2013, on peut lire: «Une demi-douzaine de spécialistes [...] employés, dynamisant par leur présence une économie locale [...] restreinte.» Six «spécialistes» (sans doute pas creusois, car quels spécialistes en prospection minière avons-nous ici?); Six personnes devraient «dynamiser» l'économie de 7 communes?

Idée reçue n° 2: dynamiser l'économie locale

FAUX! Une exploitation minière va plutôt dynamiser l'économie locale! La recherche elle-même va engendrer nuisances et pollutions aussi bien environnementales que visuelles et sonores. Quels touristes viendront passer leurs vacances au pied d'une mine ou dans une région où se succèdent camions et engins de chantiers? Quel impact sur la production agricole, bio ou pas? Qui achètera des produits provenant

d'une zone potentiellement polluée?

À Salsigne, dans l'Aude, dix ans après la fermeture de la mine d'or, les légumes produits sur place sont toujours interdits à la vente!

Qui indemniserait les agriculteurs si une telle chose se produit? Qui voudrait venir s'installer ici? Quelle valeur pour des biens immobiliers à proximité d'une mine? Notre or, ici, c'est la nature, le tourisme vert, les produits du terroir. Une exploitation minière serait contraire aux intérêts économiques de la Creuse. La phase de recherche elle-même sera déjà néfaste aux activités existantes!

Idée reçue n° 3: des mines sans pollution

FAUX! Les mines sont polluantes! Les exemples sont nombreux qui l'ont prouvé:

- SALSIGNE (AUDE): dix ans après la fermeture: interdiction d'utiliser l'eau de pluie, de vendre ou consommer les légumes, recommandation de porter un masque pour balayer la cour, de rincer les sols pour éviter la propagation des poussières toxiques! Nombreux cas de cancers, maladies respiratoires chez les anciens travailleurs (*Courrier de Genève*, 7 novembre 2013).

- LE CHÂTELET (CREUSE): cinquante ans d'exploitation pour 11 tonnes d'or et 500 000 tonnes de déchets arseniés laissés sur place par la société exploitante, à la charge de la collectivité (vous! nous, contribuables!) de payer la note (4,5 millions d'euros!) pour la réhabilitation du site, terminée en juillet dernier seulement.

- OMAÏ (GUYANA): 1995 : pollution de 80 km du fleuve Essequibo par 2 millions de mètres cubes de résidus cyanurés suite à la rupture d'une digue. La même société aurait exploité de la même manière sur la montagne de Kaw (Guyane française) sans la mobilisation de la population.

Idée reçue n° 4: de meilleures techniques

FAUX! Les techniques de sondage prévues par Cominor ne semblent pas si nouvelles: «Réalisation de tranchées soit manuellement [...], soit à la pelle mécanique»; «sondages percutants [...] profonds de 50 m à 120 m»; «sondages hydrogéologiques»; «sondages carottés» (Programme des travaux, dossier de demande de permis de Cominor accessible sur le blog), risquant de remuer des sédiments déjà fortement contaminés.

AUX FARGES (Lussat, ancienne mine d'uranium), des mesures récentes de



radioactivités par l'association OUI à l'avenir ont relevé 3 millisieverts/an (maximal autorisé: 1 millisievert/an); le

taux d'arsenic dans l'eau

de consommation du bassin de Gouzou atteint 39 microgrammes/litre en 2006 (maximal autorisé: 10 microgrammes/litres).

LA CREUSE SUBIT DÉJÀ LES CONSÉQUENCES DES EXPLOITATIONS PASSÉES, IL EST TEMPS DE DIRE STOP!

Idée reçue n° 5: «Juste une prospection.»

FAUX! D'autres permis ont été accordés en Sarthe et Mayenne, en Loire-Atlantique, en Maine-et-Loire. De nombreuses demandes ont été déposées, dont une en Haute-Vienne (La Porcherie). Arnaud Montebourg (ministre du Redressement productif) a annoncé la «renaissance d'une compagnie nationale des mines».

Ce sont les premiers pas vers une exploitation nationale au mépris des risques, pour le bénéfice de quelques-uns!

Idée reçue n° 6: «On a le temps.»

FAUX! TANT QU'IL S'AGIT D'EXPLORATION, LES PROPRIÉTAIRES PEUVENT REFUSER L'ACCÈS À LEURS TERRES, mais EXPLOITATION = RISQUE D'EXPROPRIATION! Anciennement du groupe BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières), puis filiale de AREVA, aujourd'hui filiale de La Mancha (Canada), à capitaux luxembourgeois, rachetée l'an dernier par un milliardaire égyptien et dirigée par l'ancien patron des mines d'Areva, Cominor est une JUNIOR à faible capital social, elle n'aura pas les moyens d'exploiter; l'exploitation, si elle a lieu, sera confiée à une MAJOR, une multinationale étrangère. En cas de problème, nous n'aurons aucun interlocuteur, et presque aucun recours, la loi canadienne étant très complaisante à l'égard de ces sociétés.

**NOUS DEVONS AGIR MAINTENANT!
LA CREUSE ET LA FRANCE NE SERONT PAS
UNE TERRE DE MINES !**

COLLECTIF DE VIGILANCE
SUR LES PROJETS MINIERES CREUSOIS
(www.minesencreuse.blogspot.com/)

J'veux pas que l'histoire se réitère,
J'veux pas l'histoire ce soir ITER
EPR, Nucléaire,
je dis « non », sauvons la Terre.

Pour le bien-être de nos pères,
de nos mères, et de tous ceux
[qui viennent
derrière,
je dis « oui à l'énergie solaire ».

T'as déjà oublié connard
Tchernobyl et tous ses bobards,
Pour eux le mensonge est un art
auquel ils s'adonnent bonnard.

Tous ces journaux et canards
qui pour une poignée de dollars
sont prêts à te faire croire
en ce bonheur illusoire.

Mais t'as : tes actions dans l'placard
Et t'as : tes cachetons de diode
[dans le tiroir

Mais ça, ça te vide la mémoire
et ça rassure ton désespoir.

Il est temps qu'tu sortes du noir,
que t'évacues ton brouillard
qui t'empêche de mieux voir
les désastres du cauchemar :

- Les peuples entiers sont exilés,
- Les enfants sont déformés,
- Les cerveaux sont perforés
- Même les riches sont concernés.

Toute la terre en est souillée
et pour des milliers d'années,
t'as que des becquerels à becqueter
Mais les riches se sont bien marrés :

« Pour Tchernobyl vous faites pas de bile
petites gens simples civils
nos frontières sont invincibles
des nuages vous ne serez la cible

Mururoa c'est tout là-bas
surtout ne vous inquiétez pas
C'qu'on est sûr c'est qu'ça n'risque pas
de nous causer le moindre tracass »

Hiroshima, Nagasaki
la bombe H a tout démoli
50 ans plus tard tout a refléuri
mais le cauchemar reste dans les esprits

Mais qu'est-ce qu'il s'passe
[dans not'pays
car à l'heure d'aujourd'hui
les réacteurs on les construit

Écoutez-les c'te bande de cons
qui n'ont pas compris la question
ou tout simplement pas retenu la leçon :

« On veut du gent-ar du gent-ar
vite avant qu'il ne soit trop tard
on veut du gent-ar du gent-ar
j'en mettrai plein mon costard

on veut du gent-ar du gent-ar
vite avant qu'il ne soit trop tard
pour moi synonyme d'espoir
serait nucléaire et or noir

car avec l'énergie,
j'ai trouvé mon paradis
toute la terre je l'ai pourrie
mais j'ai pu combler mes crédits

j'ai tué des tonnes de gens
pour amasser de l'argent
j'ai zigouillé des enfants
qu'étaient vraiment très très méchants

ouais mais bon, c'est comme ça
qu'est-ce que tu veux on a pas l'choix
impossible de suivre les lois
alors moi je fonce tout droit :

je pratique l'esclavagisme,
le fascisme et le racisme
corruption, discrimination
sont bien ancrées dans mes opinions

j'veux des sous plus de sous
et pour ça j'suis prêt à tout
l'écologie je m'en fous
moi y'a que l'or qui me rend fou

j'veux des sous plus de sous
et pour ça j'suis prêt à tout
l'humanité je m'en fous
moi y'a que l'or qui me rend fou

j'veux des sous plus de sous
de ta mer je m'en fous
de la Terre je me fous
ça y'est je suis fou »

Aujourd'hui on continue
pas de scrupules, non !
Car avec l'énergie
vive les crapules, ouais !

On embauche des intérimaires
et le danger pullule
on sort on prend l'air
plein de pustules

j'veous parle même pas des sans-papiers
que l'on a fait venir
que l'on a fait bosser
que l'on a fait trimer
et qu'on a exploité
au premier accident hors norme :
expulsion en bonne et due forme !

Alors repense ainsi à ça
devant ta télé
assis confortablement
dans ton canapé
à chaque fois que t'appuies
[sur un interrupteur
repense aux morts du réacteur !

MAY



Planning familial 87 et lutte des femmes

APRÈS UN PREMIER RASSEMBLEMENT, le 1^{er} février, place de la Motte à Limoges, qui a regroupé plus de 300 personnes venues dénoncer les atteintes au droit à l'avortement en Espagne, le Planning familial 87 a appelé à manifester pour commémorer dignement le 8 mars. Il y a plus d'un siècle, en hommage à la manifestation des ouvrières du textile de 1857 aux États-Unis, Clara Zetkin et Rosa Luxembourg, militantes socialistes révolutionnaires, ont érigé le 8 mars en journée de lutte pour le droit des femmes.

Le cortège composé d'adhérent(e)s et sympathisant(e)s du Planning, mais aussi de syndicalistes et membres d'associations diverses, a fièrement parcouru les rues du centre-ville.

L'organisation de cet événement a mobilisé les adhérent(e)s du Planning qui se sont alors posé deux questions cruciales: 1. Comment favoriser le dialogue avec les passants et sensibiliser un large public? 2. Comment assurer le bon déroulement de la manifestation par la mise en place d'un «service d'ordre» respectueux des valeurs féministes et antisexistes?

Pour répondre à la première question, il y avait bien sûr une distribution traditionnelle

de tracts – pas toujours efficace, mais cependant indispensable à toute action militante.

En plus, des membres du groupe ont joué sur l'idée de «porteur de parole», qui consiste à poser une question aux passants puis à inscrire leurs réponses sur des panneaux. La question posée était: «Quand n'avez-vous pas aimé(e) être un homme ou une femme?» Ce moyen original et participatif a permis d'engager des échanges intéressants et, surtout, de recueillir la parole d'un public n'ayant pas souvent l'occasion de s'exprimer sur ce thème. Les témoignages ainsi collectés devraient faire l'objet d'une exposition destinée à provoquer la réflexion et l'échange de ressentis.

En ce qui concerne le service d'ordre, lors de la réunion de préparation de la commission chargée de ce travail, il s'est avéré que sur quatre personnes présentes il y avait trois hommes et une seule femme, alors que le Planning est largement féminin. Ici aussi les stéréotypes ont la vie dure, la sécurité serait un domaine masculin. Ce constat a donné lieu à un début de réflexion sur la composition et les façons d'agir et d'intervenir d'un SO dans une organisation féministe. Ainsi des binômes mixtes ont été mis en place, le but n'étant pas

de jouer les gros bras, mais d'assurer sereinement et efficacement la sécurité des manifestant(e)s venu(e)s soutenir les luttes des femmes. Précaution tout à fait pertinente puisque, lors de cette manifestation du 8 mars, une poignée de militants d'extrême droite se sont montrés, adoptant des postures virilistes ne reflétant pas une grande intelligence – mais le contraire eût été surprenant –, dans le but d'intimider sans doute. Stoïques, ils ont regardé passer le cortège et reçu en pleine face les slogans antisexistes et antifascistes. Preuve que le collectif organisé est une force capable d'occuper l'espace public pour y diffuser des messages clairs sans concession.

Fort du succès de cette première manifestation, le Planning Familial 87 reste mobilisé et motivé, bien décidé à promouvoir le féminisme et l'éducation populaire auprès d'un large public, en luttant contre les préjugés sexistes, les inégalités hommes/femmes et les violences faites aux femmes d'une part, mais aussi et surtout, en premier lieu, par la diffusion d'informations sur les moyens de contraception, l'accès à l'IVG, les IST et MST, et tout ce qui concerne les sexualités.

STÉPHANE

Droit à l'avortement : un combat d'hier et d'aujourd'hui

Alors que beaucoup considèrent les avancées, tant dans le domaine social qu'économique, comme des valeurs définitivement acquises dont il suffit simplement de profiter, l'actualité récente en Espagne nous prouve une fois de plus le contraire.

Depuis la loi de 2010 qui autorisait l'avortement jusqu'à quatorze semaines et vingt-deux semaines en cas de malformation du fœtus, l'Espagne apparaissait comme l'un des pays les plus progressistes en la matière. Or, le projet de loi déposé le 20 décembre dernier par le gouvernement Rajoy vise à limiter le droit à l'avortement aux seuls cas de viol ou de risque « durable et permanent » pour la santé de la mère.

Pour les femmes espagnoles, il s'agit bien sûr d'un grand bond en arrière, rendu envisageable par un retour en force des idées rétrogrades portées par le Parti Populaire. Ce parti descendant direct du franquisme regroupe toutes les tendances de la droite et de ses extrêmes, et demeure sous l'emprise d'un clergé toujours très influent dans le pays.

Sans attendre le vote de cette loi aux Cortes (Parlement espagnol) prévu en juin, les groupes et organisations féministes se mobilisent un peu partout en Europe. Le cas de l'Espagne nous rappelle cruellement qu'en France aussi les lobbies réactionnaires sont à la manœuvre et n'hésitent plus à s'afficher ouvertement lors des « manifs pour tous » et autres « jours de colère ». Face à une telle situation, les luttes et solidarités pour devenir efficaces doivent également s'affranchir des frontières.

STÉPHANE

planningfamilial87@gmail.com

www.facebook.com/planningfamilial87

Un film de Mariana Otero

Histoire d'un secret

Ce film de Mariana Otero a un rapport direct avec une actualité brûlante et immédiate: la revendication des femmes à disposer librement de leurs corps.

En parler est presque un acte militant car le documentaire évoque ces années ignobles – que l'on s'est empressé d'oublier sans en parler aux nouvelles générations. Ces années interminables où les femmes mourraient abandonnées dans les hôpitaux, et aussi la douleur suite à un avortement clandestin.

En 2005, Mariana Otero réalise *Histoire d'un secret* (disponible en DVD). Pendant vingt-cinq ans, le père de Mariana et Isabel Otero a tué à ses filles et au reste de la famille comment et de quoi leur mère, artiste peintre de 28 ans était morte: de septicémie à l'hôpital suite à un avortement clandestin. Il a d'abord caché aux petites filles qui avaient 5 et 7 ans la mort de leur mère, pour leur dire, bien plus tard, qu'elle était morte des suites d'une appendicite.

Ce film lève un voile sur un pan de notre histoire resté encore tabou et peu raconté. Il faut entendre Joëlle Kauffmann, gynécologue militante du droit à l'avortement dans les années 1970, parler de ses premières années de pratique dans les hôpitaux. Les sœurs en cornette sermonnaient les femmes qui arrivaient après un avortement clandestin les laissant souffrir en leur disant que c'était bien fait pour elles! Et certains médecins, pour punir ces femmes, pratiquaient les curetages sans anesthésie.

Ce film est aussi un hommage à une femme peintre, Clotilde Vautier méconnue et trop tôt disparue de cette façon aussi absurde que cruelle. On imagine bien que les jeunes femmes d'aujourd'hui ignorent voir ce film, la meilleure des raisons pour défendre le droit à l'avortement partout dans le monde.

SAGNA

Oh la terrible et surprenante odeur de viande qui meurt
 c'est l'été et pourtant les feuilles des arbres du jardin
 tombent et crèvent comme si c'était l'automne...
 cette odeur vient du pavillon
 où demeure monsieur Edmond
 chef de famille
 chef de bureau
 c'est le jour de la lessive
 et c'est l'odeur de la famille
 et le chef de famille
 chef de bureau
 dans son pavillon de chef-lieu de canton
 va et vient autour du baquet familial
 et répète sa formule favorite
 Il faut laver son linge sale en famille
 et toute la famille glousse d'horreur de honte
 frémit et brosse et frotte et brosse
 le chat voudrait bien s'en aller
 tout cela lui lève le cœur
 le cœur du petit chat de la maison
 mais la porte est cadenassée
 alors le pauvre petit chat dégueule
 le pauvre petit morceau de cœur
 que la veille il avait mangé
 de vieux portefeuilles flottent
 dans l'eau du baquet
 et puis des scapulaires... des suspensoirs...
 des bonnets de nuit... des bonnets de police...
 des polices d'assurance... des livres de comptes...
 des lettres d'amour où il est question d'argent
 des lettres anonymes où il est question d'amour
 une rosette de la légion d'honneur
 de vieux morceaux de coton à oreille
 des rubans
 une soutane
 un caleçon de vaudeville
 une robe de mariée
 une feuille de vigne
 une blouse d'infirmière
 un corset d'officier de hussards
 des langes
 une culotte de plâtre
 une culotte de peau...
 soudain de longs sanglots
 et le petit chat met ses pattes sur ses oreilles
 pour ne pas entendre ce bruit
 parce qu'il aime la fille
 et que c'est elle qui crie



c'est à elle qu'on en voulait
 c'est la jeune fille de la maison
 elle est nue... elle crie... elle pleure...
 et d'un coup de brosse à chiendent sur la tête
 le père la rappelle à la raison
 elle a une tache
 la jeune fille de la maison
 et toute la famille la plonge et la replonge
 elle saigne elle hurle
 mais elle ne veut pas dire le nom...
 et le père hurle aussi
 Que tout ceci ne sorte pas d'ici
 Que tout ceci reste entre nous dit la mère
 et les fils les cousins les moustiques crient aussi
 et le perroquet sur son perchoir répète aussi
 Que tout ceci ne sorte pas d'ici
 honneur de la famille
 honneur du père honneur du fils
 honneur du perroquet Saint-Esprit
 elle est enceinte la jeune fille de la maison
 il ne faut pas que le nouveau-né sorte d'ici
 on ne connaît pas le nom du père
 au nom du père et du fils
 au nom du perroquet déjà nommé Saint-Esprit
 Que tout ceci ne sorte pas d'ici...
 avec sur le visage une expression surnaturelle
 la vieille grand-mère assise sur le rebord du baquet
 tresse une couronne d'immortelles artificielles
 pour l'enfant naturel...
 et la fille est piétinée
 la famille pieds nus piétine piétine et piétine
 c'est la vendange de la famille la vendange de l'honneur
 la jeune fille de la maison crève dans le fond...
 à la surface des globules de savon éclatent
 des globules blancs globules blêmes
 couleur d'enfant de Marie...
 et sur un morceau de savon
 un morpion se sauve avec ses petits
 l'horloge sonne une heure et demie
 et le chef de famille et de bureau met son couvre-chef sur son
 chef et s'en va
 traverse la place de chef-lieu de canton
 et rend le salut à son sous-chef qui le salue...
 les pieds du chef de famille sont rouges
 mais les chaussures sont bien cirées
 Il vaut mieux faire envie que pitié.

JACQUES PRÉVERT, *in Paroles*.

Antiféminisme nouveau ? pas vraiment...

L'idéologie antiféministe avance aujourd'hui masquée...

Il s'agit du masculinisme inspiré de mouvements anglo-saxons «Father for justice» par exemple, mouvement réactionnaire, violent et lesbophobe.

En France, le collectif «SOS Papa» a été fortement médiatisé grâce à des actions spectaculaires, les pères perchés sur des grues réclamant la garde de leurs enfants. Le principal angle d'attaque des masculinistes reste la paternité. Mais cette paternité est plutôt liée à la masculinité. Les enfants sont un prétexte pour gagner la compassion

générale et imposer l'idée que les femmes nous gouvernent.

Il s'agit d'une mouvance d'hommes proches de la «Manif pour tous» convaincus que les féministes sont allées trop loin et qu'ils doivent se battre pour récupérer des droits dont ils auraient été spoliés.

Site Web : lacausedeshommes.com se donne comme le premier site hoministe français (pour en savoir plus, site Copco).

Du côté des féministes en réaction : Stop masculinisme et Masculinwatch.

(Pêché dans *Politis*, n° 1293 du 12 mars 2014)

Team building et grosses magouilles : la formation professionnelle

La formation professionnelle : une arme contre le chômage ? C'était un des thèmes de la campagne présidentielle quand Sarkozy proclamait : « L'argent de la formation doit aller en priorité aux chômeurs. » Mais qui met son nez dans ce maquis de dispositifs de financement, d'organismes de formation s'y perd et débusque quelques lièvres nauséabonds : factures bidon, formations fantômes, charlatanisme et dérives sectaires. Pour les chômeurs, les obstacles multiples à surmonter dressent un vrai parcours du combattant.

EN 2011, la formation professionnelle, ce sont 32 milliards. Cet argent provient des entreprises à 43 %, de l'État et des régions, et est mutualisé au sein de 21 OCPA (Organismes paritaires collecteurs agréés) à la gestion plus ou moins transparente et chargés de la redistribution entre petites et grandes entreprises au nom de la solidarité.

La loi Delors du 16 juillet 1971 établissait le droit à la formation sur le temps de travail et obligeait les employeurs à verser selon les effectifs de l'entreprise de 0,55 % à 1,6 % de la masse salariale pour la formation. Cette loi a été corrigée par les lois du 4 mai 2004 et du 24 novembre 2009 qui instaurent un droit individuel à la formation tout au long de la vie professionnelle avec un quota d'heures. Un nouveau projet de loi est en cours d'adoption au Parlement. Il comporte quelques points positifs : augmentation du nombre d'heures du droit individuel à la formation, création d'un compte individuel et portabilité de ce droit si l'on change d'emploi, mais il prévoit aussi une baisse massive de financement de la part des employeurs de l'ordre de 2,5 milliards d'euros.

Mais dans quelles poches profondes et obscures tombent ces milliards ?

Qui va-t-on prendre les doigts dans le pot de miel ? Ces dispositifs coûteux (la France est le pays européen qui dépense le plus) profitent-ils aux travailleurs et permettent-ils aux chômeurs de moins galérer pour retrouver un emploi ?

Pour répondre à la première question, on peut déjà préciser que, pour contrôler les organismes collecteurs de fonds et les 60 à 80 000 boîtes de formation, il n'y a que 140 inspecteurs de la formation professionnelle, ce qui autorise bien des dérives.

La tentation est grande de mettre les doigts dans le pot de miel.

Bien qu'enterré dès sa sortie, le rapport du député Perruchot (Nouveau Centre), démontre que l'argent de la formation professionnelle contribuait à alimenter les caisses des organisations patronales et syndicales pour 66 millions, celles-ci assurant le fonctionnement du système fondé sur le paritarisme : 8,5 millions pour le Medef en 2012 ; 4,8 millions pour la CGPME (Confédération des petites et moyennes entreprises) ; et pour les cinq organisations syndicales : 2,9 millions d'euros. Bien que légale, l'utilisation de ces sommes reste très opaque. Perruchot cite l'exemple d'un prestataire lié à la Fédération des industries mécaniques qui détournait des fonds en facturant des formations fantômes.

Les chiffres cités sont tirés d'un article de Sarah Delattre publié dans le *Siné mensuel* de février. La journaliste signale également un cas de factures bidon en Auvergne. En 2005, la Région a fait pression sur la Direction régionale du travail pour minimiser un détournement de fonds publics. Un de ses prestataires, Adelfa Entreprendre, a commis des infractions économiques aux règles de la facturation pour 1 689 1925 € et un faux et usage de faux pour 136 682 €. Des stages avaient bien eu lieu mais les factures ne correspondaient pas à la réalité des prestations. Sur le suivi de l'affaire, la Région n'a pas voulu répondre à la journaliste et la société Adelfa a changé de dirigeant.

Un article de *Charlie Hebdo* d'octobre 2012 exposait une autre affaire : celle des hôtels Campanile et Kyriad, propriété de la banque Lazard.

Le principe était simple : une séance de formation organisée par un cabinet est facturée mais n'a pas lieu. Le cabinet et le client se partagent le butin. Les flics avaient entendu les employés des hôtels : 60 avaient reconnu avoir signé sous la pression des employeurs de fausses attestations de présence.

Quant aux salariés et chômeurs, profitent-ils vraiment de l'argent de la formation et pour quel type de formation ? Sur les 32 milliards de la formation, seuls 4 milliards reviennent aux chômeurs.

Les salariés qui bénéficient le plus de la formation sont ceux qui sont déjà les mieux payés. Un cadre ou un ingénieur a 2 fois plus de chance qu'un ouvrier d'obtenir un stage.

Il est également préférable d'être employé dans une grande entreprise et seuls 10 % des chômeurs bénéficient d'une formation. Mais pas question de choisir en fonction de ses envies : l'État et Pôle Emploi mettent le paquet sur les formations courtes des métiers dits « en tension » : transport, BTP, restauration. Celles-ci permettent un retour rapide à l'emploi à travers un dispositif comme la POE (Préparation opérationnelle à l'embauche), quatre mois chrono pour remettre le feignant au boulot ! Le syndicat SNU-FSU Pôle Emploi dénonce ce dispositif : « Les chômeurs ne possèdent pas forcément de qualification à l'issue de telles formations d'adaptation. Les formations diplômantes, qui permettent une vraie reconversion ou une promotion sociale, sont bien plus longues. Et lorsqu'un chômeur a passé vingt ans derrière les mêmes machines, il faut du temps pour lui redonner l'envie d'apprendre. »

Siné mensuel cite l'exemple de Catherine qui, à 43 ans, perd son emploi d'éducatrice spécialisée dans une maison d'accueil pour femmes victimes de violence conjugales. Désireuse de valider son expérience de chef de service, elle demande à Pôle Emploi une formation pour décrocher le certificat d'aptitude à cette fonction. Trop cher (15 000 €) et trop long (dix-huit mois), lui répond la conseillère qui lui propose de suivre une formation CAP d'aide médico-psychologique alors qu'elle a déjà une licence !

Quant à Étienne, ancien soudeur, il témoigne : « Dans mon ancienne place, en

dix-neuf ans d'ancienneté, je n'ai jamais reçu la moindre formation. La direction préférerait payer des cours d'anglais aux cadres; dans les ateliers, les ouvriers n'avaient droit à rien. Quand l'entreprise s'est retrouvée en liquidation judiciaire, j'ai cherché comment faire valoir mon expérience, je souhaitais devenir formateur. J'ai d'abord demandé un congé individuel de formation, mais les formations susceptibles de m'intéresser étaient complètes, ma demande est tombée à l'eau; je me suis tourné vers l'OCPA de la métallurgie, mais mon patron ne payait plus sa contribution obligatoire depuis trois ans! Bref, j'ai fini par rencontrer une conseillère géniale et quelque temps plus tard le Greta me rappelait pour me proposer un poste en milieu carcéral. Salarié du Greta, je forme des taulards au métier de métallier.»

Pour le chômeur, c'est souvent au petit bonheur la chance, tout dépend de la connaissance des conseillers Pôle Emploi, des aides à la formation et de son «portefeuille» qui oscille entre 70 et 350 chômeurs.

Le gros magot de la formation attire bien des convoitises. Pour ouvrir une boîte de formation, il suffit d'une déclaration en Préfecture, de quoi attirer escrocs, charlatans et gourous de tout poil! Pour les sectes, la tentation est grande d'infiltrer les entreprises, d'alimenter les caisses et de recruter. Dans son rapport 2008, la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires estimait que 20% des formations dispensées présentaient des contenus sujets à caution dans les domaines du développement personnel et de l'hygiène mentale.

La formation professionnelle doit concrètement servir à l'emploi et au développement des connaissances, les actions de développement personnel n'ont rien à y faire, mais elle offre aujourd'hui une multitude de méthodes issues de la psychanalyse, de la santé et de la



communication dans laquelle les directeurs d'entreprise et les conseillers de Pôle Emploi ont bien du mal à s'y retrouver.

Il suffit de faire un tour sur Internet...

Ainsi CBR Team Building propose aux entrepreneurs de créer un esprit d'équipe dans leur entreprise grâce à leurs sessions de «Quiz Show», «Murder Party» et «Challenge des 5 sens: un voyage inédit dans l'univers des 5 sens pour mettre en lumière la complémentarité de vos équipes», 32 euros par personne pour 1 ou 2 heures. CBR donne une liste des entreprises ayant fait appel à leurs services: Orange, BNP Paribas, Sanofi, Apple, Renault, etc.

On peut aussi citer ABC Crime qui associe «Murder Party» et performance d'équipe et se flatte que HEC ait fait appel à eux.

La liste serait longue de ces stages coûteux et inutiles dont on se demande s'ils existent uniquement pour faire gagner de l'argent à ceux qui les organisent ou pour faire oublier aux employés que la relation de travail

repose sur la subordination et que la complémentarité du patron et de l'employé est une belle arnaque!

Pour conclure, on peut citer la définition de la formation professionnelle dans l'article 1 de la loi de 2009, qui « vise à permettre à chaque personne, indépendamment de son statut, d'acquérir et d'actualiser des connaissances et des compétences favorisant son évolution professionnelle ainsi que de progresser d'au moins un niveau de qualification au cours de sa vie professionnelle ».

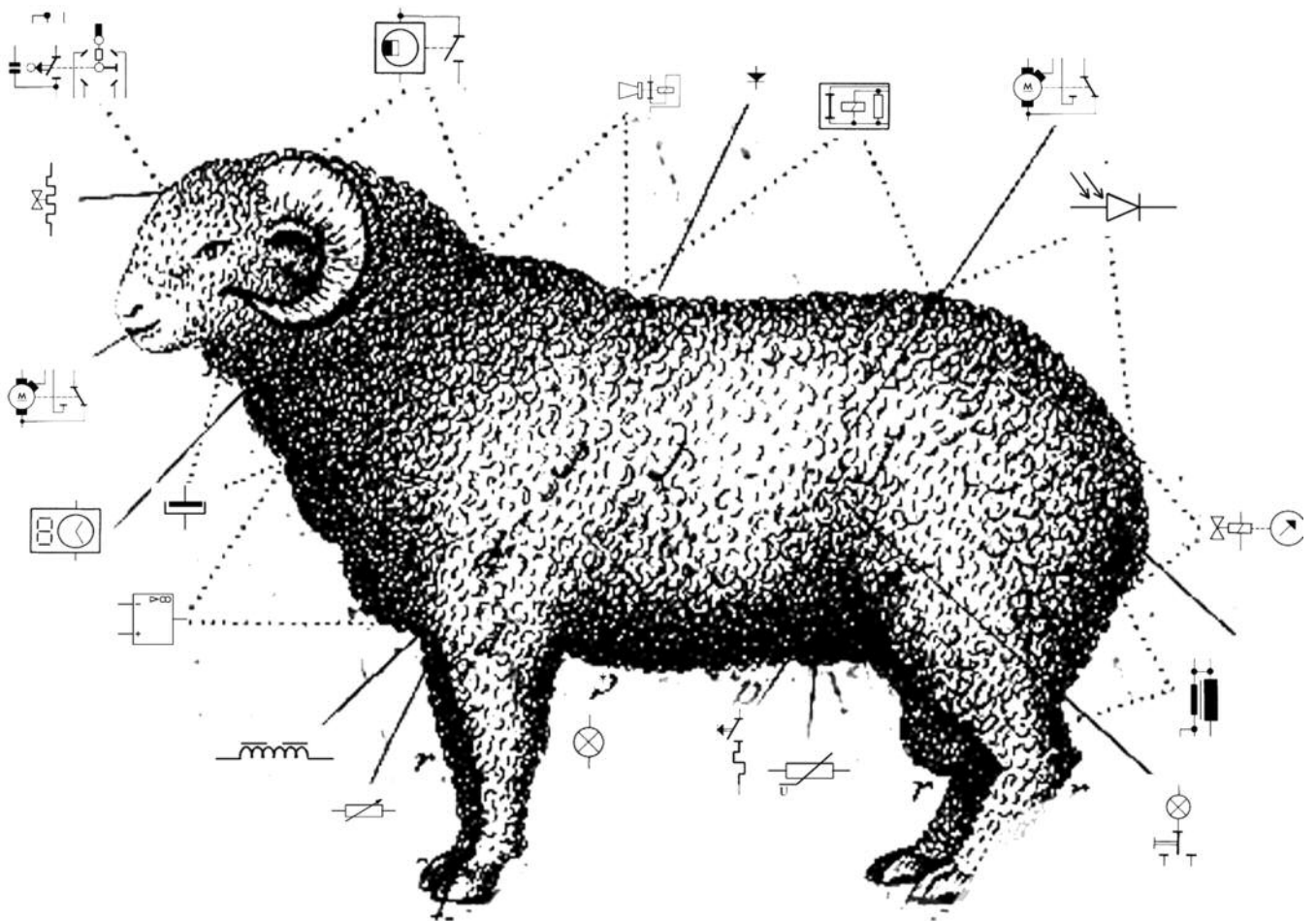
On est bien loin de la parole aux actes!

SAGNA

PS: Les chiffres cités sont sujets à caution, ils donnent des ordres de grandeur, mais varient selon les sources, journalistiques, ou gouvernementales...

Lettre de soutien aux éleveurs sanctionnés pour refus de puçage de leurs troupeaux

Nous avons déjà abordé plusieurs fois dans « Creuse-Citron » l'opposition à l'obligation de pucer les animaux d'élevage. Plusieurs éleveurs ont été sanctionnés récemment pour refus de puçage. Nous publions ci-dessous une lettre de soutien qui a été envoyée aux services administratifs chargés des contrôles. Adresse du collectif des opposants : Faut pas pucer, Le Batz, 81140 Saint-Michel-de-Vax.



J'APPRENDS que les services sous votre autorité ont condamné Nathalie Fernandez et Laurent Larmet, éleveurs dans le Tarn, à une suppression de primes agricoles et à une lourde amende, pour « défaut d'identification » de leurs bêtes. J'ai suivi avec intérêt les diverses prises de positions de ces personnes et de leurs amis contre le puçage électronique des troupeaux et, plus généralement, la dégradation de leur métier induite par les nouvelles technologies et les diverses politiques de gestion de l'agriculture.

De toute évidence, ce dont il s'agit ici n'a rien à voir avec une fraude motivée par des ques-

tions d'argent. C'est pour un choix à la fois moral et politique que ces personnes sont condamnées.

Je ne suis pas éleveur ni agriculteur mais je me sens néanmoins concerné au plus haut point par les questions soulevées par M^{me} Fernandez et M. Larmet; et je me flatte de ne pas être le seul dans ce cas.

Je suis, de mon métier, artisan du bâtiment (plombier-chauffagiste plus exactement). Rien à voir *a priori* avec la situation des sus-nommés. Eh bien toutes les grandes organisations avec lesquelles je dois bien être en

relations quasi quotidiennes dans mon travail m'enjoignent, et me contraignent de plus en plus, de ne m'adresser désormais à elles que via le réseau Internet: administrations d'État, fournisseurs, banques, etc. La relation directe avec un être humain se fait toujours plus rare, et quand il y a encore un numéro de téléphone, c'est généralement celui d'une plate-forme téléphonique plus ou moins automatisée.

Les employés qui livrent mes chantiers sont désormais suivis en temps réel par GPS – pucés, littéralement. Et chaque marchandise livrée est désormais elle-même équipée d'une puce et d'un identifiant « personnel »

pour la fameuse traçabilité. Les «erreurs humaines» et égarements divers ne sont pas évités, mais ils donnent lieu désormais à d'ubuesques recherches et «remédiations»: «votre boîte de vis est au dépôt de Brive».

J'ai choisi ce travail – puisqu'il faut bien, dans cette société, gagner de l'argent pour vivre – parce qu'il consistait, pensais-je, à fabriquer des choses relativement utiles pour tout un chacun, en exerçant un savoir-faire qui a sa beauté, et en restant relativement maître de ma manière de travailler. Qu'en est-il aujourd'hui en réalité?

Ce métier, comme tant d'autres qui n'ont pas purement et simplement disparu, se transforme à un rythme effréné; de nouveaux matériaux et appareillages apparaissent sans cesse – toujours plus technologiques, toujours plus rapidement obsolètes, répondant à des besoins souvent discutables; enfin demandant toujours moins de savoir-faire pour leur mise en œuvre – ou plus précisément remplaçant toujours davantage le type de connaissance propre à l'artisan (dans le sens originel du mot), par des logiques soit d'ingénieur, soit d'«ouvrier spécialisé», de simple exécutant instruit par les publicités des fabricants.

On ne parle plus guère de «travailler dans les règles de l'art», mais de «DTU» sans cesse renouvelés, de normes «Iso-machin», des certifications «Quali»-ceci ou cela, où l'on nous explique comment faire tourner tel logiciel informatique – et surtout comment vendre telle nouvelle marchandise dernier cri.

On nous chauffe les oreilles avec les dernières réglementations françaises ou européennes toujours plus contraignantes (par exemple dans mon domaine la déjà proverbiale «Réglementation thermique 2012»); et toujours bien sûr au nom du progrès, de la qualité et de la santé, de l'écologie et du sauvetage de la planète.

Comme si la déchéance des métiers, la camelote généralisée, et le bousillage de notre monde pouvaient être contrebalancés par un surcroît de bureaucratie et de normes.

Les conséquences du déferlement technologique actuel, et de la bureaucratisation qui l'accompagne, sont tout aussi sensibles dans mes relations avec mes clients.

Il est de moins en moins possible aujourd'hui de proposer un devis à un client potentiel sans que celui-ci ne rétorque qu'une autre entreprise, quelque part (c'est-à-dire sur Internet) propose les mêmes marchandises (plus rarement les mêmes prestations) à un prix très inférieur.

Quoi qu'en dise l'omniprésente propagande «néolibérale», cette exacerbation de

la concurrence n'apporte pas seulement des avantages aux consommateurs: elle conduit aussi à ce que soit produit n'importe quoi, n'importe comment; à tirer toujours plus, en même temps que les prix, la qualité vers le bas.

Sans parler des ravages psychiques, sociaux et environnementaux qu'entraîne cette ambiance générale de guerre à outrance de tous contre tous.

Tout le monde sait que la majorité des agriculteurs et particulièrement des éleveurs vivent désormais largement des subventions de l'État. On sait moins qu'il en est de même pour les entreprises du bâtiment. Personnellement, je ne suis pas directement concerné par les constructions d'«infrastructures» et autres «grands travaux» pourvoyeurs du BTP. Mais même à ma modeste échelle, l'argent de l'État finance directement une part de plus en plus importante des chantiers de mes clients: crédits d'impôts, prêts à taux préférentiels, subventions diverses à l'amélioration de l'habitat, aux «mises aux normes» thermiques et autres. C'est notamment de tout cela que vivent les entreprises du bâtiment aujourd'hui.

Cette emprise croissante des administrations n'est pas sans conséquences pour les clients qui, pour toucher le pactole, doivent accepter que des normes et des procédures – y compris des logiciels, de calcul thermique par exemple – viennent pour partie décider à leur place de comment il convient d'aménager leur habitation, et donc, à la limite, de comment il convient d'y vivre.

S'ajoute à cela que les bénéficiaires des subventions doivent généralement faire l'ensemble des travaux en une fois, et qu'ils sont incité à les réaliser à une échelle qu'ils n'auraient sans doute pas choisie d'eux-mêmes; tout cela avec de l'argent qui en fait n'est pas à eux.

Bref, tout les encourage à consommer le plus possible, à vivre en somme «au-dessus de leurs moyens»... comme dans tous les domaines de notre société.

La construction ou l'aménagement d'une maison, qui devrait être le moment par excellence de la sagesse, de la pensée dans la durée, devient ainsi le lieu du provisoire et de la courte vue, du caprice et de la mode: notre société sans avenir est parfaitement incapable de concevoir, de construire, en pensant au long terme, et donc en faisant preuve de mesure.

Bien sûr, le but réel de ces multiples et proliférant financements étatiques, comme d'ailleurs des normes sans cesse renouvelées qui les accompagnent, ou des continues inno-

vations techniques – qui entraînent mécaniquement l'obsolescence de l'innovation antérieure – est de faire consommer un maximum de marchandises et services, bref de faire tourner l'économie.

Imaginez le cauchemar pour un économiste que seraient des maisons qui, une fois construites ou aménagées, ne demanderaient plus aucune intervention d'importance pendant des décennies...

L'horizon de plus en plus rapproché de cette sophistication technique continue dans le secteur du bâtiment, c'est la domotique, et désormais la maison connectée: c'est de produire des maisons-machines. Inventez la vie qui va avec!

Voilà qui rappelle l'élevage moderne et sa zootechnie, pour qui les animaux sont des machines.

Une telle atmosphère générale, de telles contraintes on ne peut plus concrètes, ne sont pas sans conséquences pour qui souhaitait simplement «fabriquer des choses utiles, en exerçant un savoir-faire, et en restant maître de sa manière de travailler» – aspirations bien modestes, bien loin d'être révolutionnaires, bien loin d'être suffisantes.

(Bien sûr l'immense majorité des entrepreneurs n'ont, j'imagine, pas ce genre de préoccupation: tant qu'il y a de l'argent à se faire...)

J'estime que ces quelques remarques sur l'exercice actuel de mon métier, suffiront à faire comprendre, à n'importe qui de bonne foi – à quiconque n'est pas payé pour se fermer les yeux – que j'ai d'excellentes raisons d'être solidaire de Nathalie Fernandez et Laurent Larmet, éleveurs dans le Tarn, condamnés pour le refus du puçage de leur troupeau.

C'est bien le même monde, cette société industrielle devenue visiblement folle, nihiliste, qui produit et veut nous imposer ses marchandises, ses procédures, son travail; qui nous déshumanise et nous étouffe, qui nous prive de notre liberté et est, quoi que l'on nous dise, parfaitement irrationnelle, ou plus précisément soutient une définition de la raison qui n'est pas humaine, qui n'est pas heureuse pour les êtres humains: une rationalité de machine; une rationalité qui a produit la vache folle, la grippe aviaire, les cancers de masse, qui a fabriqué la centrale de Fukushima et celles qui nous sauteront demain à la gueule.

Veillez agréer, monsieur, l'expression de mes salutations attentives.

Bien sincèrement,

C. D.

Sur l'anthropomorphisme

Rien ne me met plus hors de moi que les accusations d'anthropomorphisme. Je vais essayer d'analyser pourquoi.

D'ABORD LES GARDIENS DU TEMPLE de l'humanisation vue comme un sanctuaire coupé de toute racine instinctuelle me tapent passablement sur les nerfs : ce qu'ils défendent, c'est d'abord l'idée d'une supériorité fondée sur la coupure et le dénigrement. L'homme, pour devenir démiurge, a besoin de ravalier la bête au rang... de la bête. L'idée ici n'est pas de se connaître, pas plus que de connaître la bête ou les rapports entre l'homme et la bête, mais d'établir des hiérarchies bien tranchées. Cette attaque est si universelle que dès lors qu'on s'avise de souligner la porosité des frontières entre règnes, la complexité des intelligences animales ou le fait que nombre d'animaux souffrent et jouissent des mêmes états d'angoisse, d'affection, de peur, de confiance, de tendresse, d'antipathie et d'affinités électives que leurs frères humains, on est tout de suite traité de débile mental débordé par ses projections anthropomorphistes.

Les animaux ne sont pas des humains, que diable ! Le tout étant lâché comme si les animaux formaient une sorte de sous-prolétariat vaguement uniforme composé de robots à sang-froid ou chaud, habillés de plumes, d'écaillés ou de fourrures et parfaitement interchangeables, comme d'ailleurs les femmes ou les Indiens le sont sous un angle de vue comparable. Les animaux ne sont certes pas des humains, mais les humains sont incontestablement des animaux. Des animaux uniques dans le règne animal, puisqu'ils disposent d'un néocortex qui leur permet de zapper le fait qu'ils sont aussi équipés d'un système limbique gouvernant leurs états affectifs et émotionnels, pour aller vite, et que ce système limbique, quoiqu'il soit évidemment particulier en raison de ses interactions avec le néocortex, ils le partagent avec les animaux. Nous pensons comme des humains, mais ressentons comme des animaux – qui auraient la capacité d'analyser et rationaliser leurs émotions.

Nier ce fait relève de la plus dégoûtante mauvaise foi.

Ensuite cette notion d'anthropomorphisme, qui est extrêmement péjorative, élude un fait dont je m'étonne que personne ne l'ait conceptualisé ou même abordé sous cette forme, qui est que l'humanisation, quoiqu'elle se fasse à l'initiative d'une espèce, est un processus qui concerne absolument toutes les formes vivantes.

Dès ses prémices, l'humanisation se trouve associée à une espèce : le loup. Au bout de quelques centaines de milliers d'années, celui-ci s'est adapté à son statut de « co-humain » au point d'avoir développé des aires corticales uniquement dédiées à l'interaction avec celui-ci, d'avoir changé de système digestif, bref, d'être devenu un chien. Il est amusant qu'on relève cette extraordinaire transformation qui a fait des différentes catégories de loups des lévriers afghans et des bichons maltais, et qu'on ne se pose pas la moindre question sur l'effet évident de *feedback* qu'a eu cette espèce sur l'évolution de l'homme. La chasse est devenue une activité centrale de ses sociétés, avec tout ce qu'elle entraîne : division du travail sexuée, androcentrisme grandissant et célébration de rituels autour du lien entre l'homme et l'animal. Il est devenu, grâce à cette domestication, un chasseur beaucoup plus efficace, ce qui a entraîné une surprédation en même temps qu'un accroissement démographique, les deux, selon un chercheur (Pierre Jouvettin) qui n'hésite pas à parler pour le loup et l'homme de « co-évolution », ayant pu à la fois imposer et rendre possible la révolution néolithique.

Le cheval, lui aussi, est domestiqué au paléolithique, beaucoup plus tard, sans doute vers la même période que le chat. La « plus noble conquête de l'homme » est indissociable du développement extraordinaire à la fois des arts du commerce et de la guerre.

Conjointe évolution

On le voit, ces évolutions lourdes de conséquences ont à la fois transformé et favorisé l'homme, tandis que lui-même avait un impact grandissant sur toutes les formes vivantes, qu'il entraînait dans son évolution et qui, à leur tour, conditionnaient la sienne. Or toutes ces transformations qui se sont faites à

une vitesse sidérante d'un point de vue évolutif ont donné lieu aussi, pour les animaux comme pour l'homme, à des modifications physiques, comportementales, cognitives.

Comment l'humain devient-il humain ? Comment acquiert-il le langage ? Je gage que les abrutis qui poussent de hauts cris dès que mémère parle tendrement à son Mémédor sont les mêmes qui s'exaspèrent et prennent des airs consternés quand maman parle du lolo du toutou à bébé. Si au lieu de juger en bons analphabètes de la vie et de leur propre espèce, ces vertueux humains plus qu'humains se penchaient sur les faits, ils constateraient que d'un continent à l'autre et dans toutes les sociétés, les mères apprennent à parler aux enfants. Les mères, dès les premières semaines, babillent interminablement avec leurs bébés, commençant par les imiter, se vautrant dans les onomatopées, créant avec l'enfant un véritable bain de vocalises, et peu à peu leur transmettent, en moins de quatre ans, par une interaction constante, tout ce qui fait leur spécificité d'humains : le langage articulé qui servira de support et d'outil à leur pensée conceptuelle. C'est à cet âge tendre que s'organisent les aires cérébrales qui permettront le développement des capacités humaines, et si tout n'est pas bouclé à trois ans, du moins le plus gros est fait, les fondations posées. Mais qui, parmi les ennemis de la « bêtification » (le plus mystérieux et complexe des protocoles), parle aux enfants de moins de trois ans ? aux chiens ? aux chats ? aux chevaux ? Avec le mépris borné et surtout extraordinairement stupide pour tout ce qui relève du féminin ainsi que du naturel, on fait comme si les bébés, larves humaines, se transformaient en imago sans la moindre intervention extérieure, parce qu'ils sont génétiquement programmés pour ça. On fait comme si le loup était devenu un chien juste en vivant à côté des hommes.

Dans les sociétés contemporaines de chasseurs-pêcheurs-cueilleurs, il n'est pas rare que les mères allaitent, en même temps que leur bébé, un petit animal orphelin. L'extraordinaire adaptation des animaux domestiques aux humains, leur capacité à comprendre le langage articulé, mais aussi gestuel et expressif de l'homme, leur connivence si banale qu'on en oublie à quel point

LE CHIEN SERAIT-IL UNE FORME ANTHROPOMORPHISTE DU LOUP ??

elle est miraculeuse, se sont probablement construites au fil des siècles, voire pour le chien, le chat et le cheval des millénaires ou des dizaines de milliers d'années, par le même processus de bain vocal auquel les mères habituent leurs nourrissons. Car à l'état sauvage, il est rare que les animaux communiquent par le son, il est rare qu'ils accordent à ce type particulier de communication une importance particulière. La plupart des manifestations vocales sont de menace, d'avertissement ou d'alerte. Si les petits crient pour quémander, ils perdent vite cette habitude de signaler leur présence de façon intempestive, qu'ils soient proies potentielles ou prédateurs. L'échange se fait surtout par la gestuelle ou les odeurs.

Que de bruit...

Le bruit est le propre de l'homme. Il faut être incroyablement sûr de sa puissance, il faut avoir réduit à néant toute forme de danger pour se permettre de faire autant de bruit et de façon si continue. Les animaux domestiques parlent. Les chats miaulent, les chiens aboient, les chevaux hennissent. Tous les animaux domestiques sont incroyablement bruyants par rapport à leurs cousins sauvages. Le chat comme le chien ont développé un registre vocal varié pour quémander, signaler, protester, appeler, ou simplement exprimer leur humeur. Tous comprennent les intonations humaines et un nombre étonnant de mots ou de courtes phrases. Non seulement ils sont bruyants, mais ils ont développé un registre de regards directs et de contacts physiques qui les feraient tailler en pièces dans des conditions de vie sauvage. Ils supplient du regard, se frottent contre nous, ne cessent de nous suivre des yeux. Même une espèce à la vue médiocre, et chez qui la vision est un sens



assez secondaire, comme le chien, a une riche palette de regards pour se faire comprendre de l'homme et le comprendre.

Cette suradaptation à l'humain en fait de véritables espèces succursales de l'humanité, qui de fait ne se limite plus à l'homme, mais à toutes les espèces animales et végétales qui accompagnent l'anthropomorphisme de fait, et non plus spécialement péjoratif, de la vie.

L'hominisation est un processus toujours en œuvre qui déborde largement de l'humain. Elle s'accompagne de l'anthropisation de nombre d'espèces. Et s'étonner des formes qu'elle prend, ou pire, les vilipender, est la marque, au mieux, d'un manque de curiosité...

LAURENCE BIBERFELD

Abonnement à *Creuse-Citron*

Les frais d'envoi postaux sont de 1,25 € par numéro. *Creuse-Citron* étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.

1 an (4 n°) = 5 € (frais de port) + ... (prix libre) / 2 ans (8 n°) = 10 € (frais de port) + ... (prix libre)

20 ans (80 numéros) = 100 € (frais de port) + ... (prix libre)

Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l'ordre de *Citron Libre* et adressez-le à *Creuse-Citron*, BP 2, 23000 Sainte-Feyre.

Communiquons... comme la lune !

Là ça y est tu as glissé ton bulletin dans l'urne. Sûr d'avoir choisi ce qui se fait de mieux pour ta pomme. Ben non, tu as élu un quidam qui n'est que le pantin de communicants. Tu as voté pour une agence de pub...

QUAND L'ÉLU DE TON CŒUR fait un discours, une conférence de presse, une intervention télévisée, il ne fait qu'exécuter ce que ces manipulateurs d'opinion lui dictent. Plus grave encore, sa tenue vestimentaire, la teinte de ses cheveux, sa posture l'emporteront sur le discours. Le lendemain les journalistes autoproclamés spécialistes se gargarisent de la cravate de travers et de savoir s'il a été bon. Tiens, parlons-en aussi de ces journalistes qui nous coûtent la peau des fesses avec leurs niches fiscales ahurissantes, leurs passe-droits de VIP, leur collusion avec la finance et la politique. Même séraïl, même engeance que ces publicitaires maquillés en conseillers. Avant, un homme politique digne de ce nom, s'entourait de conseillers politiques, et non de gus qui la veille te faisaient acheter une bagnole, une lessive, un compte en banque et après te vendent de l'élu. Tout est sous la coupe de la

pub et les journalistes médiatiques ne sont que des publicitaires. Ce que beaucoup ignorent ce sont les lois dont bénéficie ce petit monde; lois datant de 1947. Ainsi, l'État subventionne grassement la presse. Abattements fiscaux pour compenser, à l'époque, les maigres salaires des journalistes (ce qui ne se justifie plus actuellement chez ces Pères la Morale). Ajouter à cela les aides publiques dont bénéficie la presse, avec, aussi, le fonds de soutien à l'expression radiophonique distribué aux stations non commerciales (ou prétendues telles). Alors que la majorité des publications sont la propriété d'actionnaires privés qui engrangent des sommes ahurissantes avec la publicité qui dicte leurs lignes éditoriales. Quelques petits exemples guignolesques? *Le Monde*, 32 millions d'euros. La presse télé: environ 7 millions pour *Télé 7 jours*, 5 millions pour *Télé Star*... La presse quotidienne régionale et ses propriétaires richissimes palpent gras, 2,2 millions pour *La Provence*, par exemple. Pour la presse parisienne, c'est *Le Figaro* qui est le plus gâté, avec pour son seul titre, 18 263 664 euros. *Le Figaro*, c'est bien ce truc qui déteste les petits salaires, l'idée de la moindre parcelle de partage social, qui vilipende le RSA et toutes formes d'assistanat. Bien sûr, ce sont les plus gros qui palpent le plus, oui, comme dans le monde agricole avec la PAC, même combat! Et au final qui bénéficie de toute cette manne? La publi-

cité! À qui le monde de la presse ouvre grand les portes avec finalement ses pages gratuites pour support publicitaire. Quand tu achètes le moindre journal ou hebdo, tu l'as déjà payé 10 fois au moins. En fait elle devrait être à toi cette presse. Peau-de-balle et balai-de-crin. Tout comme les chaînes publiques de télévision, elles devraient être vraiment publiques, eh bien non tout est privatisé, spolié par la publicité et des producteurs privés milliardaires, qui vendent du tout cousu aux chaînes, sous le diktat de l'audience qui, elle, n'est qu'au service des publicitaires. Quand on entend que les intermittents du spectacle coûtent chers, que, nenni mon joli, les chaînes de télévision en totale illégalité se servent largement de ce système précaire pour orchestrer des plans, dit sociaux. Et que dire de ces productions privatisées qui exploitent aussi ce filon. Petit personnel en contrat à la semaine ou à la prestation. Bref, tout un système pervers qui se goberge gras, et qui dicte aux élus. Il en est pareil pour les sondages qui ne servent que les journaux qui les commandent et les commentent pour les servir en fonction des besoins: on leur fait dire ce que l'on veut. D'ailleurs des élections qu'est-ce que c'est sinon un énorme sondage bidonné. Bidonné puisque entre ceux qui ne votent pas, ceux qui votent blanc, ceux qui ne savent pas quoi voter et qui se laissent influencer jusqu'au dernier moment par des panneaux publicitaires avec des tronches dessus, enfin, un élu n'est l'élu que d'un tout petit nombre d'individus.

Les politiques eux-mêmes sont en pleine course à l'audience, ce n'est plus une Chambre des députés, plus un gouvernement, c'est devenu de la télé réalité. Télé poubelle convoque les politiques et les soumet à la question avec ses Torquemada de l'info et leur fumeuse transparence fanatique et janséniste. La qualité de la question, qui se doit d'être plus longue et plus alambiquée que la réponse qui devrait en découler.

Tout ça fait le beuze dans les réseaux sociaux. La soupe aux scoupes à tout prix, transforme ces élus à n'être plus que des pantins dérisoires prêts à dire tout et n'importe quoi plutôt que se taire et de faire le boulot pour lequel ils ont été élus. Un élu étant par nature incapable de dire non, ou,



... Vous allez parler, mais d'abord une page de publicité

Saban

Pape rayé de noir ou Jésuite rayé de blanc ?



je ne sais pas, l'on assiste à leur contorsion pathétique pour rebondir à la moindre provocation adverse ou médiatique. Mieux encore, ces gazetiers ont trouvé que filmer une émission de radio était de la plus haute importance.

Communiquons comme la lune. 2 Ami, entends-tu le bruit sourd des cathos dans la plaine ?

Le grand barbu. Le créateur sublime. Le rédempteur. Celui qui a fait le ciel et la terre et les petits pingouins, sans oublier les tiques, la poussière sur les meubles et les punaises de lit, tout tout. Ben si c'est pas misère que de voir ça, il n'arrivait pas à trouver le chargé de com' idéal, un velu digne de ce nom pour la maison-mère à Rome. Moi qui croyais – non, croyais n'est pas le bon mot –, moi à qui on avait voulu faire croire que le grand barbichu était la perfection désincarnée? Je me disais bien qu'il y avait un truc, parce que pour ce qui était du Pape, là y avait mal-donne sur la question. Oui! Voici venu le premier Pape sans numéro et qui voudrait que les chrétiens se mettent à croire et à mettre en pratique ce qui est marqué dans le livre. Par exemple, finie la misère. Aime ton prochain comme toi-même, là ça me fait peur du fait que de la façon dont beaucoup trop de mes contemporains se négligent, j'aime autant qu'ils m'oublient. Très riche, c'est vilain! D'autant que nous sommes rassurés le gars en question va faire le ménage dans ses banques qui, paraît-il, auraient été gérées par des margoulins plus ou moins mafieux avec l'assentiment de ses précédés-

seurs? Lui ne veut plus de ça chez-lui, et que sinon ça va chier des bulles. Bon, ce Pape-ci est rock and roll, dixit une émission à la téléche. Je veux bien croire que ce gus soit le Che de la jungle sectaire qui va tout révolutionner, pourtant pour que lui soit formida-

ble, ça veut dire que les autres furent, soit de fieffés crétins, soit des crapules de la pire espèce. Parce que moi qui fus dressé par cette secte, on m'avait appris que très riche c'était vilain, que pauvre t'avais droit au royaume des cieux. C'est probablement pour ça que les patrons et les financiers, dans leur grande mansuétude, veulent te laisser le paradis d'après ta mort en t'appauvrissant au mieux et eux se contentent d'une maigre compensation ici bas en pétant dans la soie? C'est comme les guerres, ce n'est pas par méchanceté, c'est pour permettre au plus grand nombre de quitter cette vallée de larmes et aller rapidos au paradis. La guerre, c'est le salut des petits et des sans-grade.

C'est quand même étonnant que l'on s'ébahisse de ce que le jésuite mal blanchi joue les modestes? Pétri dans l'ombre sombre du goupillon, celui qui fait les nations, les contritions et la chaire à canon, on me serinait qu'il fallait être humble, que tuer c'était pas bien et que voler encore moins. Vive les pauvres et les simples d'esprit car le royaume des cieux leur est réservé, qu'ils auront les meilleures places et tout ça, patati, patata...

Donc le monsieur roucoule son bréviaire et là on s'épate, s'ébaubit, s'extasie, se racornit, se supplice, se délice, s'hébète, s'abasourdit, se sidère, se méduse, s'interloque, se pétrifie. Bref! Se surprend. Mais mazette, ne serait-ce point là que radotage de ce que lui et ses coreligionnaires plus ou moins défuntés n'ont de cesse de nous rabâcher sans jamais se l'appliquer? Pauvres parmi les pauvres mais juste un gros chouïa moins pauvre si possible. Le paraître est aussi la clef du succès. Faut des dorures sur la chantilly baroque avec ses angelots fessus et rigolards. Il paraîtrait que parmi les grands électeurs cardinalesques et carnavalesques, certains prendraient ombrage? Balivernes pour presse populaire, que risquent-ils? La justice divine? Ben comme ils n'y croient pas, ils l'ont peinarde la longue vallée de larmes. C'est marrant, ça marche comme le Sénat et l'Académie française leur saint frusquin votationnaire. C'est dans l'obscurantisme le plus total que ça fonctionne. Leurs petits arrangements en famille. Plouf, plouf! Ce sera toi qui t'y colleras! Oh non, merde, les pots pas moi? Bon ben y a qu'a y foutre l'autre béni-oui-oui, celui qui aime les favelas. Par ailleurs beaucoup moins peuple sous la dictature sanglante de Videla, le jésuite. Il va épandre sa bonne morale à deux balles et pendant les travaux nos affaires continuent. Chiche fais passer le mot. Haie-donc en deux coups les gros, habé-mus papam, fais du feu dans la cheminée, ding, ding, dong, tintinnabulez petits carillons. Prévenez le service de pub, celui-là, il nous le faut peuple, après le vieux réac démissionné, ça va laver plus blanc.

En religion comme en politique, l'important, c'est de bien communiquer. Des slogans éculés bien emballés et zou...

C'est la gerbe! Non la pub n'est pas une pute (ce qui se disait dans les années 1970), c'est un maquereau de la pire espèce.



Iran : la Révolution face à ses « Gardiens »

Février 1979, l'État monarchique s'effondre sous les coups d'une révolution issue d'une grève générale de plusieurs mois; dans les usines des milliers de conseils imposent le contrôle ouvrier. Commerçants du Bazar, politiciens de tous poils, libéraux, de gauche ou d'extrême gauche, pays occidentaux avides de pétrole, pays arabes craignant leurs minorités chiïtes, tous prient pour la venue d'un État, « démocratique » pour les uns, « socialiste » pour les autres. Mais le Guide Suprême et ses mollahs imposent un État islamique dictatorial.

L'État monarchique

Le shah Réza instaure une dictature de 1925 jusqu'en 1941 quand les troupes britanniques et soviétiques l'obligent à abdiquer en faveur de son fils. Le Parti communiste Tudéh, inféodé à Moscou, met fin aux grèves et participe au gouvernement. Par la suite, le « Front national », d'orientation libérale, finit par obtenir le départ des troupes étrangères et, en 1953, le Premier ministre Mossadegh nationalise le pétrole, ce qui déclenche l'opération AJAX, coup d'État des services secrets américains et britanniques. Le shah met en place un État policier appuyé sur la SAVAK, qui multiplie arrestations et assassinats.

La rente pétrolière permet un développement industriel, qui laisse de côté petits producteurs ruinés, paysans contraints à l'exode rural. En 1963, le shah lance la « Révolution blanche », qui comporte notamment une réforme agraire expropriant de grandes propriétés du clergé chiite, ce qui lui aliène définitivement son soutien, d'autant plus qu'il exile l'ayatollah Khomeiny et accorde le droit de vote aux femmes. Mais, au bout de quelques années, le chômage s'accroît, les inégalités s'aggravent, les salaires baissent et le clergé s'allie à des groupes bourgeois – exclus des super-privileges des familles liées

à la monarchie – et à des secteurs de l'armée et de la SAVAK.

En 1977, de nombreuses grèves, souvent victorieuses, éclatent. Les revendications se politisent : retrait des « lois du travail », expulsion de la SAVAK des ateliers, libération des prisonniers politiques, contrôle ouvrier sur la production.

Les usines : comités de grève

En 1978, se mettent en place des comités de grève, conduisant à une grève générale illimitée qui va durer quatre à cinq mois. L'État et son appareil répressif sont paralysés : les cheminots empêchent tout transport de troupes, assurant seulement le ravitaillement de la population ; dans l'imprimerie et les journaux, toute propagande gouvernementale est bloquée ; la production de pétrole est réservée aux particuliers. Dans usines, écoles, bidonvilles, campagnes, sont remises en cause la propriété privée, toute forme de domination, la « probité » des chefs religieux.

Ce radicalisme effraie les politiciens, religieux ou laïcs. Ces derniers, divisés entre libéraux du « Front national », soutenus par les Américains, et communistes du Tudéh, prient pour un nouvel État.

L'extrême gauche marxiste-léniniste se préoccupe surtout de développer ses organisations. Seuls les anarcho-syndicalistes tentent, sans en avoir les forces, d'aider les comités à se fédérer nationalement.

Le clergé tisse des liens avec la bourgeoisie libérale et les commerçants du Bazar et tente de noyauter les comités de grève : « On n'a perçu aucun salaire pendant la grève. C'est alors que l'ayatollah Taleghani a appelé les commerçants du Bazar à la rescousse. Nous avons reçu une somme égale à cinq mois de salaire. Nous nous étions mis ainsi à la merci des forces réactionnaires. Le Bazar imposa la présence d'un islamiste aux réunions secrètes de notre comité. Cette influence se verra, après le soulèvement de février, lorsque les armes des conseils ouvriers ont été rendues après que Khomeiny a demandé leur restitution. »

La rue : comités de quartier

Les mosquées restent ouvertes jour et nuit, et offrent leurs locaux aux comités de quartier qui se créent. Ils servent aux mollahs à contrôler en partie les grandes manifestations de l'année 1978, pour les orienter

contre la culture occidentale « colonialiste » (télévision, cinéma, alcool, etc.). Le 8 septembre (« Vendredi noir »), les tanks et hélicoptères de l'armée font des centaines de morts. Le 11 décembre, plus d'un million de manifestants défilent à Téhéran, encadrés par les mollahs : femmes en tchador, expulsion des laïcs, portraits de Khomeiny. Début janvier, une réunion secrète en Guadeloupe de représentants de Khomeiny et de gouvernements américain, anglais, allemand et français conclut à la nécessité de ramener l'ordre... et le pétrole.

Avant son exil, le shah ordonne à l'armée de ne plus tirer, dissout la SAVAK, libère les prisonniers politiques et nomme Premier ministre Shapour Bakhtiar, dirigeant du « Front national ».

Le 1^{er} février 1979, Khomeiny débarque à Téhéran et choisit un libéral, Bazargan, comme Premier ministre. Mais, contre sa volonté, les 10 et 11 février, la population prend les armes dans les casernes pour s'opposer à la garde du shah, qui attaquait certains secteurs de l'armée. Les fidèles du shah sont désarmés et emprisonnés, les locaux de la télévision sont occupés. Shapour Bakhtiar s'enfuit, déguisé en pilote d'Air France.

Les conseils ouvriers face à l'État islamique

Khomeiny remercie les travailleurs : « Mahomet baise la main des ouvriers » et tente de mettre fin aux grèves : « Tout nous appartient dorénavant ! Ceux qui refuseraient seront considérés comme des saboteurs contre-révolutionnaires. » Prétendant que « les conseils sont vieux comme l'Islam », les comités de grèves sont remplacés par des shuras (conseils islamistes), ce qui ne changera pas grand-chose, leurs animateurs étant les mêmes. Le contrôle ouvrier s'étend : mise en place de réseaux de distribution court-circuitant le Bazar, contacts directs avec les fournisseurs (pièces détachées, matières premières), licenciements interdits, contrôle de l'embauche, expulsion des directeurs et des cadres réactionnaires, publication des trafics. « Les shuras veulent être propriétaires des usines. Elles veulent décider des questions qui relèvent de la Direction. Elles ne coopèrent pas avec le gouvernement. Alors, quel est le rôle du gouvernement ? », s'offusque Bazargan. Les comités de quartier, aux mains des commer-



çants du Bazar, des mollahs et d'ex-membres de la SAVAK, attaquent meetings et manifestations. Les mollahs prêchent «les vertus de l'esprit constructif et du respect de la loi», appellent les travailleurs à «subordonner leur action aux intérêts de la révolution islamique et à collaborer avec le gouvernement». Accompagnés dans les usines par des «Gardiens de la Révolution», ils arrêtent les plus combattifs, afin de «donner une leçon à la contre-révolution» et imposent leurs direc-

teurs. Une «force spéciale pour la réglementation du travail» emprisonne tout travailleur soupçonné «d'agir au détriment des intérêts de la révolution islamique» et un «Comité de coordination des shuras islamiques» vérifie qu'elles ont un «comportement juste, en accord avec les décisions du Conseil de la révolution islamique». Mais, en grande majorité, les shuras restent indépendantes et créent la «Maison des travailleurs» à Téhéran où, le 1^{er} mai, leur cortège est trois fois plus important que le cortège officiel.

Le régime met alors en place dans les entreprises des «anjoumans» totalement sous son contrôle, par lesquels les travailleurs doivent passer pour toute démarche, prêt, conflit avec la direction, la police...

En août, plus de 40 journaux sont interdits, les locaux indépendants sont fermés, les militants actifs des shuras arrêtés, la «Maison des travailleurs» attaquée et détruite.

Au nom de la guerre sainte contre le «Grand Satan»...

Depuis février, le Kurdistan iranien est en révolution et une Commune, à l'image de celle de Paris, est instaurée à Sanondaj. Dans ces montagnes, l'armée est mise en échec et, début mai, est équipée d'une organisation paramilitaire, les «pasdaran», qui partent pour «la guerre sainte contre les groupuscules athées du Kurdistan». Ils serviront aussi pour remettre de l'ordre dans les entreprises. Pen-



dant ce temps se prépare une Constitution basée sur la «volonté divine» et donnant le pouvoir absolu à Khomeiny, ce qui amènera la démission de Bazargan en novembre. Une nouvelle police politique, la SAVAMA est constituée de membres de la SAVAK.

Les shuras se coordonnent par branche et par région et, à la rentrée de septembre, les campus continuent leurs activités politiques. Il faut faire «cesser toute grève ou désordre»: le «Parti de la révolution islamique» sort de sa boîte le «Grand Satan», en organisant, le 1^{er} novembre, l'occupation de l'ambassade américaine, qui va durer quatre cent quarante-quatre jours. Régulièrement les mollahs, accompagnés par des comités de quartiers et soutenus par des bandes de «hisbolakis», se dirigent vers l'ambassade, puis vont détruire les shuras, arrêter ou assassiner les militants accusés de «collusion avec l'ambassade américaine». Pendant ce temps le Tudéh et l'Aksariat (une partie de l'extrême gauche qui le suit) proclament qu'il est juste de s'allier avec le «clergé anti-impérialiste combattant les États-Unis»!

La répression, féroce, dure des mois, et va encore s'accroître pendant les huit années de la guerre Irak-Iran, qui débute en septembre 1980. Une vague de terreur s'abat sur les opposants, y compris le Tudéh et l'Aksariat. Dans les usines, les «anjoumans» armés obligent les travailleurs à augmenter la production et à travailler gratuitement pour l'effort de guerre.

Jusqu'à la mort de Khomeiny, en 1989, 20 000 opposants furent assassinés.

Trente-cinq ans après la Révolution

Je dédie cet article à deux compagnons anarchistes:

- Un militant anarcho-syndicaliste iranien de l'industrie du pétrole. J'avais partagé ses espoirs révolutionnaires lors de son passage en France fin 1978, je n'ai plus eu de nouvelles de lui.

- Nader qui a vécu tout jeune cette révolution, a

suiivi luttes et grèves qui n'ont pas cessé*, puis, pour sa sécurité, est parti en France. Pour lui, la Révolution avait face à elle des forces politiques internes et externes qui n'ont pas permis à une fédération des conseils ouvriers de mettre en place une nouvelle société. Il est très critique envers l'idéologie marxiste-léniniste qui, au nom d'une «période de transition» passant par la restauration de l'État, et de l'anti-impérialisme considéré comme «ligne de front principale», a conduit à l'alliance avec la contre-révolution islamique. Ces dernières années des textes anarchistes, traduits en persan, circulent. Il a créé récemment «Siahmosht», un blog anarchiste d'information sur l'Iran où on peut lire notamment que des «Conseils anticapitalistes» s'expriment clandestinement: «Nous devons réfléchir sur la création d'organisations où les ouvriers ont le droit de révoquer leurs représentants à tout moment et où la solidarité est à la base des actions.»

ÉLAN NOIR

* Voir la photo: «1^{er} mai 2013 – Célébrons la journée internationale ouvrière, jour de l'union et de la solidarité.»

Plus d'informations:
un blog: <http://siahmosht.blogspot.fr/>
une émission du 24 février 2014:
<http://trousnoirs-radio-libertaire.org/>

20 - vous êtes cernés

**7^e festival du documentaire
politique et social en Creuse
13-14 juin à Royère-de-Vassivière
un festival à prix libre**

Vendredi 13 juin 21h30
au bar l'Atelier à Royère sélection de courts métrages
Samedi 14 juin 10h - 24h
au Villard dans trois salles

Longs métrages

Cong Binh, la longue nuit indochinoise, de Lam Lé, 2012, 116'.
En 1939, 20 000 Vietnamiens étaient recrutés de force dans l'Indochine française pour remplacer dans les usines d'armement les ouvriers français mobilisés. Bloqués en France après la défaite de 1940, livrés à la merci des occupants allemands et des patrons collabos, ces ouvriers civils, appelés Cong Binh, menaient une vie de parias. Ils seront les pionniers de la culture du riz en Camargue. Considérés injustement comme des traîtres au Viet Nam, ils étaient pourtant tous derrière Ho Chi Minh pour l'Indépendance du pays en 1945. Le film a retrouvé une vingtaine de survivants au Viet Nam et en France. Ils racontent le colonialisme vécu au quotidien et témoignent de l'opprobre qui a touché même leurs enfants. Une page de l'histoire honteusement occultée de la mémoire collective.

L'Escalier de Kaveh Bakhtiari, 2013, 100'.
À Athènes, le modeste appartement d'Amir, un immigré iranien, est devenu un lieu de transit pour des migrants qui ont fait le choix de quitter leur pays. Mais la Grèce n'est qu'une escale, tous espèrent rejoindre d'autres pays occidentaux. Ils se retrouvent donc coincés là, dans l'attente de papiers, de contacts et du passeur à qui ils confieront peut-être leur destin...

Il a plu sur le grand paysage de Jean-Jacques Adrien, 2013, 100'.
Documentaire sur le monde des agriculteurs de l'Est de la Belgique qui luttent pour leur survie, ce film est aussi un poème cinématographique sur une culture paysanne aujourd'hui menacée de disparition. Neuf agriculteurs nous disent ce qu'ils ont sur le cœur.

No Gazaran de Carole Menduni, Doris Buttignol, 2014, 90'.
L'alerte est lancée dans le Sud-Est de la France début 2011 : le gaz de schiste arrive dans nos villages, nos paysages, nos vies ! Le gaz de quoi ? Carnet de route d'une mobilisation citoyenne imprévue, le film témoigne des soubresauts d'une société prise au piège d'un modèle économique en crise en suivant pendant deux ans l'organisation d'un mouvement de résistance historique qui va faire reculer les industriels et l'État.

Into Eternity, de Michaël Madsen, Finlande-Italie-Danemark-Suède, 2011, 75'.
Le chantier d'un sanctuaire conçu pour durer cent mille ans creusé dans le nord de la Finlande pour abriter des déchets nucléaires. Ce documentaire en forme de film de science-fiction montre ces travaux titanesques - cinq kilomètres de galeries plongeant 500 mètres sous terre - et pose la question de l'élimination des déchets radioactifs sous l'angle de la temporalité.



GARI ! De Nicolas Réglat, 2013, 83'.
Espagne, mars 1974. Le franquisme condamne à mort les opposants au régime et des centaines de prisonniers politiques sont menacés de mort. Pour éviter le garrot à cinq membres du Mouvement ibérique de libération, des groupes d'activistes à Paris et Toulouse créent le Groupe d'action révolutionnaire internationaliste. Quarante ans plus tard, le réalisateur, ancien activiste, donne la parole à des membres de sa famille et à d'autres anciens des GARI.

Petites et grandes soustractions, de Christine Thépenier, 2008, 60'.
D'un côté du bureau, il y a un allocataire du RMI, venu signer son « contrat d'insertion » ou demander une aide ponctuelle, un conseil. De l'autre côté du bureau, l'assistant de service social, calculatrice en main, cherche des solutions. Ils mettent en évidence le manque de moyens et l'hypocrisie d'un système d'aide sociale qui généralise les contrôles pour limiter les dépenses...

Aïda, Palestine de Till Rosekens, 2009, 45'.
Quelque part, au milieu d'un entrelacs de frontières : un camp de réfugiés. Pris dans une géographie de jour en jour plus absurde, des hommes, des femmes, des enfants se battent pour leur liberté de mouvement, s'obstinent à vouloir simplement vivre. Avec courage, avec ruse, avec humour aussi. Nous sommes projetés au plus proche de leur expérience intime du monde, en suivant trait à trait les cartes qu'ils dessinent pour figurer la complexité de ce qui les entoure.

Dans un jardin je suis entré de Avi Moghrabi, 2012, 97'.
Dans un jardin je suis entré, fantôme un « ancien » Moyen-Orient, dans lequel les communautés n'étaient pas séparées par des frontières ethniques et religieuses, et où même les frontières métaphoriques n'avaient pas leur place. Dans le voyage qu'entreprennent Avi et Ali (l'ami palestinien du réalisateur) vers leurs histoires respectives, le Moyen-Orient d'antan — celui dans lequel ils pourraient coexister sans efforts — refait surface.

La Domination masculine de Patric Jean, 2009, 103'.
Il s'agit d'un tour d'horizon du sexisme contemporain : des rôles suggérés aux filles et aux garçons dès la petite enfance, à des cas de violence meurtrière (le massacre de 14 étudiantes à l'école Polytechnique de Montréal en 1989). À travers des séquences drôles, ahurissantes et parfois dramatiques, le film nous oblige à nous positionner sur un terrain où chacun pense détenir une vérité.

Courts métrages

Techniquement si simple, René Vautier, 1970, 15'.

Un technicien coopérant, bourreau ordinaire, se remémore son « travail technique ». Durant la guerre d'Algérie, il installait des mines...

Hêtre et avoir, Paul-Aurélien Combret, Samuel Ruffier, 2014, 15'.

Dans les parcs naturels régionaux du Morvan et de Millevaches, on s'inquiète de l'avenir des forêts alors que le bois revient sur le devant de la scène.

Un métier comme un autre, F. Pollet-Royer et Siham Bel, 2014, 9'.

Ce film choc imagine un entretien sidérant entre une adolescente, ses parents et une conseillère d'orientation, dans une France où la prostitution serait devenue un métier comme les autres.

L'Ambassade, Chris Marker, 1973, 20'.

Fiction politique. Dans l'ambassade anonyme d'un pays anonyme, des réfugiés politiques vivent les heures difficiles qui suivent un coup d'État militaire.

Un jour, film d'animation, Marie Paccou, 1998, 4'.

« Un jour, un homme est entré dans mon ventre... Aussi, ce fut un choc quand il partit. »

Le Facteur humain Thibault Le Texier, 2011, 28'

Mêlant des images de films américains des années 1910 et 1970 à des extraits de manuels de gestion du début du xx^e siècle, ce film vise à montrer la genèse du taylorisme et les principaux effets de sa diffusion au sein des sociétés industrialisées.

Son nom : « celle qui meurt », Sabreen bint Loula, 2013, 22'

Février 2013, cela faisait six ans qu'elle n'était pas revenue dans sa ville natale : Calcutta. La ville a évolué au rythme digne d'une mégapole mais l'histoire de celle que les sœurs missionnaires de la Charité ont nommée « Celle qui meurt » y reste gravée.

Diego, Frédéric Goldbronn, 1999, 22'.

En commentant des photos d'époque, Diego Camacho (1921-2009) raconte ses souvenirs de la guerre d'Espagne et plus particulièrement des expériences d'autogestion qui eurent lieu dans les régions de Catalogne et Aragon.

Les avant-premières

Faux-la-Montagne, dimanche 1er juin :

Sur le thème de l'autogestion :

Les Réquisitions de Marseille, S.Jousse et L. Joulé, 2004, 53'

Les Fagor et les Brandt, Anne Argouse, 2007, 52'

Les Hommes du port, Alain Tanner, Suisse, 1995, 61'

Aubusson, Le Fabuleux destin jeudi 5 juin :

Sélection de courts métrages.

Champagnat, La Naute, jeudi 12 juin :

Cause commune, Sophue Averty, 2009, 58'

Tarnac, jeudi 12 juin :

Le Reflux, Guillaume Bordier, 2013, 80'

Forge-vieille avec Doc en Sout', jeudi 22 mai

Programmation à préciser.

Au fabuleux destin

café-spectacle à la p'tite semaine

rue Cerclier, quartier du Petit-Saint-Jean à Aubusson
du jeudi au samedi de 18 à 22 heures, spectacle à 20 heures

Mai

Mercredi 7 15h30 jeune public :

Les contes de la souris, Mapie Caburet, conteuse et Jan V. Vanek, musicien.

Jeudi 8 spectacle contes :

Le Don des pierres, Mapie Caburet, conteuse et Jan V. Vanek, musicien.

Vendredi 9 concert :

Jan V. Vanek, multi-instrumentiste.

Samedi 10 projection :

Monet, Eaux-Semblantes, l'imprévu exact, en présence du réalisateur J.-F. Demeure.

Jeudi 15 projection-débat :

FabLabs ateliers et espaces partagés.

Vendredi 16 concert :

Simon H. Fell, contrebasse & Richard Conte, guitare.

Samedi 17 :

19h : Vernissage des expositions Henri Alexandre et Emmanuel Vivant.

20h : *Mademoiselle Gabrielle*, concert.

Mercredi 21 de 14h à 17h atelier jeune public : *Brico'récup' musique*.

Jeudi 22 scène ouverte : *Sac à malices*.

Vendredi 23 projection IEO Limousin : *La Bourrée en son et en images*.

Samedi 24 concert :

Arnaud Cance.

Vendredi 30 contes :

Les Causeries de l'homme bio, Innocent Yapi.

Samedi 31 concert :

Guvech, musique de l'Europe de l'Est.

Juin

Jeudi 5 projection :

Avant-première Bobines Rebelles, sélection de courts métrages.

Vendredi 6 concert :

À l'oreille d'Al-Shanfara, musique arabo-andalouse.

Samedi 7 concert dansable :

Duo Eva, violon et accordéon.

Jeudi 12 :

19h : Vernissages des expositions *Portraits d'école* (Arnaud Gosselin) et Dominique Patris.



20h : *Correspondances*. Lecture des textes créés dans le cadre de l'atelier d'écriture.

Vendredi 13 conférence :

La Rigologie.

Mercredi 18 9h30-11h30 : Temps d'activités périscolaires avec Clé de contacts.

15h30 : *Histoires pour passer d'un âge à l'autre*, promenade contée au pas de l'âne.

Jeudi 19 : Soirée jeux.

Vendredi 20 concert :

Chœur de Chauffe, quintet vocal.

Samedi 21 dès 19h : fête de la musique, scène ouverte.

Jeudi 26 :

Repenser les temps de vie de l'enfant, dialogue avec Claire Leconte.

Vendredi 27 projection-débat Télé-Millevaches : *Les rythmes scolaires ça n'existe pas !* animée par Aude Chopplet.

Samedi 28 contes et lectures :

La Vache rebelle, par Arnaud Gosselin.

22 - mauvaises lectures

Ceuta, douce prison, film documentaire de Jonathan Millet et Loïc H. Rechi, 2013.



ENCLAVE ESPAGNOLE AU MAROC, Ceuta est un lieu de passage, un lieu de villégiature, mais pas pour tout le monde... C'est une presqu'île d'où on ne part que par la mer, une possibilité de flux migratoire. Les plus pauvres empruntent cette voie au péril de leur vie. Mais le parcours est long et difficile, après avoir survécu à l'avidité des passeurs, une autre forme de violence, silencieuse cette fois, les attend. Jonathan Millet et Loïc H. Rechi, dans ce

documentaire, donnent la parole à cinq migrants, de nationalités différentes qui ont en commun l'espoir d'une vie meilleure.

Contrairement au documentaire *Vol spécial* de Fernand Melgar réalisé en immersion dans le centre de détention administrative de Frambois en Suisse (2011), *Ceuta, douce prison* est tourné exclusivement en extérieur. Les réalisateurs n'ont pas pu recueillir d'autorisation pour tourner dans le centre. Certains demandeurs d'asile sont là depuis quatre ans, annihilés, brisés psychologiquement par une attente sans fin.

Le centre, situé à 5 km de la ville, ouvre à 7 heures le matin et ferme à 22 heures, les résidents peuvent sortir la journée. Ils se rendent à pied à la ville où ils essayent de gagner un peu d'argent avec des petits boulots à la sauvette – aider les gens à garer leur voiture sur un parking, nettoyer leur voiture pendant qu'ils font des courses, amener les cad-

dies à la voiture, charger les courses dans le coffre – dans un climat de concurrence intense.

Il existe un planning par nationalité pour que chacun puisse travailler un peu. Voilà leur quotidien !

Inexorablement, sous un climat de plomb, une chape liée à un immobilisme fracassant s'abat sur les résidents. Ils essayent de survivre, continuer à vivre dans ce marasme administratif... les accords de séjour sont donnés à l'aveuglette.

Lors du débat après la projection* du film à Guéret au Cinéma le Sénéchal, une personne demanda à Loïc H. Réchi** qui finance ce centre : « Eh bien vous, Madame, nous tous en tant que citoyen européen ! » Excellent sujet de réflexion !

SYLVIE

* projection organisée par le Mrap Guéret avec le soutien du collectif RESF en mars dernier.

** Loïc H. Réchi, coréalisateur du film, participe à la revue « Snatch » : snatch-mag.com

La Pub est déclarée ! 1914-1918, Didier Daeninckx, Hoëbeke, 2013.



1914-2014 SONNE L'HEURE ! Les jours s'en vont, demeurent les commémorations nauséabondes, celle de la Grande Boucherie par exemple...

Heureusement des livres continuent à paraître pour nous consoler de la misère ambiante, comme celui de Didier Daeninckx sur les réclames pendant la guerre.

Didier Daeninckx, auteur de roman policier à caractère historique et social aime gratter là où ça fait mal et en particulier bien au fond des trous noirs de notre histoire récente.

En 1984, les massacres d'octobre 1961 restent un tabou de l'histoire officielle, Daeninckx publie *Meurtres pour mémoire*

dont l'intrigue policière évoque l'événement, il récidive en rappelant les exhibitions « d'indigènes » de l'exposition coloniale de 1931 dans son livre *Cannibale*.

Son dernier livre *La Pub est déclarée*, illustré par les réclames du journal *L'Illustration* des années 1914-1918 nous montre comment les industriels vont tirer parti de l'immonde tuerie pour vendre et vendre toujours plus grâce à une sale trouvaille qui commençait à prendre de l'ampleur : la publicité !

L'auteur invente le personnage d'une jeune dactylo dont le fiancé est au front et qui est engagée par une agence de publicité créée en 1900 lors de l'exposition universelle.

Il s'agit pour elle d'inventer les slogans qui vont transformer les « poilus » et leurs familles en « premier vecteur de la consommation ».

Cette intrigue est un prétexte car l'attrait du livre réside dans les dizaines de reproductions de réclames qui l'agrémentent.

Il s'agit de vendre aux soldats, d'attendrir l'arrière en flattant la fibre patriotique, d'encourager la haine du « Boche », de créer de nouveaux besoins, la guerre fait entrer la pub dans l'ère de la « modernité ».

Les slogans qui accompagnent les images rivalisent de cynisme, ainsi celui du chronographe et d'un médicament pour l'intestin :

« Le chronographe JUST vous rendra plus de services qu'une montre, vous pourrez diriger efficacement le tir de

l'artillerie et connaître l'heure exacte, indispensable au combat... Grâce à lui vos troupes toujours fraîches sauront l'instant précis où elles doivent frapper le coup décisif qui donne la victoire. »

« Jubol nettoie l'intestin, de même que le poilu chasse les Boches des boyaux, de même JUBOL chasse les mauvais microbes de l'intestin. »

« Amputés ! reprenez la vie active d'avant-guerre comme l'on fait ceux qui ont adopté les appareils ultra-légers de MALLET-GUYOT. »

Quant aux illustrations, certaines font frémir comme ce Père Noël du magasin du Printemps au service de la guerre : déguisé en poilu, il porte dans sa hotte matériel militaire et armes en tout genre ! Ou celle de la couverture du livre : c'est une publicité pour le papier à cigarette Rizla+ . On peut voir un bébé qui fume, sur son bavoir est écrit « classe 37 » et deux poilus également fumeurs le portent en triomphe.

Dieu, que la guerre est jolie !

SAGNA



2014 : 100 ANS, C'EST L'ÂGE de la grande boucherie de 14-18. Ce n'est pas tellement notre genre de se caler sur une quelconque date commémorative (quoique !), mais cela ne doit pas nous empêcher de lire le dernier hors-série de *Courant alternatif* consacré à cette fameuse boucherie (n° 19 – février 2014).

Les rédacteurs de ce dossier sont des plus clairs : « Les commémorations de la "Grande Guerre" occultent toujours le souvenir du carnage et de ses causes en préférant exalter le martyr des soldats et en sacralisant leurs combats. Elles fabriquent le mythe de la guerre nationale, la mémoire des combats est déformée, le culte du soldat est quasi religieux et s'incarne dans les monuments aux morts (à part quelques exceptions comme celui de Gentioux) et les cérémonies. [...]

Il est donc important de revenir sur cette période pour comprendre que leur démarche, qui a pour objectif de produire du consensus national, découle d'une vision politique des classes dominantes. [...]

Les leçons à tirer sont énormes et multiples, mais la principale est sans doute que la lutte contre cette union sacrée (réalisée dans les deux camps) est la priorité des priorités. Une politique d'union sacrée qui s'insinue encore aujourd'hui par tous les pores de la politique et des luttes... »

Nous pourrions y lire des documents très intéressants (pas forcément très connus) : la déclaration de K.Liebkecht au Reichstag (2 décembre 1914), un extrait d'un écrit de Rosa Luxembourg très éclairant sur les causes de la grande Guerre (elle sera condamnée le 18 février 1915 pour propagande antimilitariste), la lettre de démission de Pierre Monatte au Comité confédéral de la CGT (décembre 1914), la lettre de Malatesta à Jean Grave (5 novembre 1914) et encore bien d'autres textes... dont un « Jaurès, faux pacifiste, vrai patriote » très politiquement incorrect !



Dans le *Monde libertaire* (n° 1735 – 20 mars 2014), Alexis s'interroge à propos du « problème Michéa ». Jean-Claude Michéa, auteur d'une dizaine d'essais se référant à l'anarchisme de façon répétée (ainsi qu'à la *common decency* d'Orwell) est perçu avec beaucoup de bienveillance dans certains milieux militants libertaires... mais aussi très critiqué par la gauche et paradoxalement très utilisé par l'extrême droite (ce qui n'a pas l'air de le déranger plus que ça !). D'ailleurs, il dit qu'il est toujours moins inquiétant d'être utilisé par le FN que par le Medef. Alexis termine son article par un sévère « pas certain que préférer la peste au choléra relève du plus grand discernement intellectuel et combatif ». Sa pensée philosophique iconoclaste, contradictoire gagne, tout de même, à être connue pour mieux en appréhender certains aspects critiques qui peuvent toujours nous être utiles.

José Ardillo revient sur ce thème (« Le problème Orwell ») en proposant un commentaire à propos de l'article d'Alexis (*Le Monde libertaire* n° 1738 – 10 avril 2014). La discussion (la polémique) continue.



CQFD (n° 121 – Avril 2014) nous propose un petit dossier sur « luttes sociales, carnaval et utopies ». Le printemps est l'époque des carnivals, mais de quoi parle-t-on exactement ? De ces défilés le plus souvent mortifères où toute participation est réglée et contrôlée, ou bien de fêtes indépendantes, sans permission ni compromission. La présentation du dossier ne laisse pas de place à l'ambiguïté : « Mais qui a peur de carnaval ? Au goût des autorités, cette tradition ne serait plus qu'un défilé d'enfants des écoles à admirer de derrière les barrières ou un corso fleuri pour attirer le touriste.[...] En vérité, c'est tout le contraire : Carnaval est un "jour des fous" où la vie est vécue pleinement, où

le monde est renversé, où les gouvernés sont au gouvernail. Mais quoi, la foule inventerait et célébrerait ses propres rituels en s'enivrant sur la voie publique ? Intolérable ! Le "sentiment d'insécurité" par lequel est géré ce pays [...] ne laisse que peu de marge à la spontanéité populaire.[...] cette démocratie craint exagérément le peuple et ses passions souveraines. »



Pour les salariés (toujours encore très nombreux), l'inspection du travail reste une « institution » non négligeable, souvent bien utile. Déjà attaquée régulièrement par le patronat associé aux personnels politiques de droite, ceux de gauche ne veulent surtout pas être en reste ! *Le Combat syndicaliste* (avril 2014) nous explique (« Inspection du travail : l'ère des petits arrangements avec les patrons ») le dernier avatar de cette « gauche » crapuleuse : la réforme Sapin, projet de loi concernant l'inspection du travail. Le dépeçage continue !

Le génocide des Tutsi au Rwanda (1994) refait, de temps en temps, l'actualité en France avec le procès de génocidaires. À ces occasions, il est évoqué, assez furtivement, la question de la responsabilité de la France, mais aussitôt, de la gauche à la droite, c'est l'indignation la plus profonde.

Dans son numéro d'avril, *L'Émancipation* (n° 8) aborde « le génocide des Tutsi du Rwanda dans les manuels scolaires français ». Écœurant et scandaleux ! Révisionnisme et négationnisme seraient-elles les deux mamelles de cette école républicaine tant montrée en exemple ?

À signaler encore une disparition : *À Contre Courant syndical et politique* va cesser la parution de sa version papier, mais il restera encore la version numérique.

Déminages des projets nuisibles

La caravane contre les GPII (grands projets inutiles imposés)

Le prochain grand rassemblement national contre le projet d'Ayraultport aura lieu à Notre-Dame-des-Landes les 5 et 6 juillet 2014. Ce rassemblement sera un grand moment festif et militant.

Il s'agira de faire la démonstration que nous restons plus que jamais déterminés et massivement mobilisés contre ce projet totalement inutile et contre tous les GPII, contre le saccage et l'accaparement des terres agricoles et de la biodiversité, contre un modèle de société imposé qui ne nous convient pas et qui nous conduit tout droit dans le mur.

Une convergence la plus large possible est prévue vers NDDL ; avec des « caravanes » (à pieds, vélos, tracteurs, voitures, etc.) qui partiront des principaux sites de lutte où se trouvent les Grands projets inutiles, imposés et nuisibles et convergeront vers NDDL (en organisant des rencontres d'information, rassemblements dans les lieux traversés) pour arriver au moment du rassemblement final.

En Creuse, 2 points de convergence sont prévus :

- Le 29 juin sur le plateau de Millevaches, contre les projets d'élevage industriel et pour la sauvegarde de la forêt.
- Fin juin, à Lussat dans le périmètre de Villeranges contre les projets miniers (la date sera précisée par affiches et tracts).



Festival contre les projets miniers

Appel à participation d'artistes, artisans, producteurs locaux pour organiser un festival à l'occasion de la journée internationale contre les projets miniers (22 juillet).

Pour contrer l'exploitation de type colonialiste que veulent nous faire subir les compagnies minières et afin de mettre en valeur les véritables richesses de la Creuse que sont ses rivières, ses forêts, ses monuments, le tourisme vert, les produits du terroir, le Collectif de Vigilance sur les projets miniers Creusois organise une journée de festivité et de contestation le **26 juillet 2014 à partir de 14 h à Lussat** : marché artisanal, informations, conférences, spectacles de rue, etc.

Pour participer, contact : nominesland@gmx.fr

Où trouver Creuse-Citron ?

Aubusson : Librairie *La Licorne*, 42, Grande Rue
Au fabuleux destin café-spectacle, rue Cerclier
 Épicerie bio *Ethiquête*, 96, Grande Rue
Presse d'Aubusson, 31, Grande Rue
Bourganeuf : *Maison de la presse*
Boussac bourg : *Ferme Chauveix*
Bussière-Dunoise : Bar-coiffeur *Pignaut*
Chambon-sur-Voueize : *Café de la promenade*
Champagnat / St-Domet : Étang de la Naute
Dun le Palestel : Librairie *Feugère*, 1, rue des Sabots

Évaux-les-bains : Bar-tabac *Le Rallye*
Eymoutiers : Librairie *Passe-Temps*
Le Monde allant vers : brocante, récup
Café des enfants
Felletin : Bar-tabac *Le Troubadour*
Forgevieille : Bar-tabac
Guéret : Bar-tabac *Le Balto*, place du Marché
Coop des champs, rue de Lavilatte
 Librairie *Les Belles Images*, rue É.-France
 Librairie *Au fil des pages*, place du Marché
 Bar-tabac *Le Bolly*, 2, rue Maurice-Rollinat
 Bar à tapas *Le Guet-apens*, 16, rue de Verdun
Solecobois, 14, av. Fayolle

Lépaud : *Relais de Combraille*
Limoges : Librairie *Page et Plume*, pl. de la Motte
Undersounds, 6, rue de Gorre
Montluçon : Librairie *Le talon d'Achille*,
 8, pl. Notre-Dame
Sur le plateau et les marchés : *Le Temps des cerises*, épicerie itinérante
Royère : Bar *L'Atelier*
St-Laurent : Bar *L'Envolée*
St-Loup : Restaurant *Le P'tit loup*
Sardent : Bar *Chez Josiane* ; Épicerie *Vival*

et sur <http://creuse-citron.revolublog.com>

Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les informations que vous nous ferez parvenir.

Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.

Prix Libre

Nous vous proposons *Creuse-Citron* à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que, par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquérir un même produit selon ses moyens et ses motivations.

Abonnements : voir page 15



Courrier postal : Creuse-Citron
 BP 2 23 000 Sainte-Feyre
 Courriel : creusecitron@free.fr

Numéro réalisé avec le logiciel libre
 SCRIBUS (www.scribus.net)
 Impression : Espace Copie Plan, Guéret



La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées.